

# Introduction

**L**e 22 septembre 1998, une demandeuse d'asile déboutée est conduite par la police belge pieds et poings liés dans un avion de la Sabena. Afin d'éviter sa résistance et l'intervention de témoins, les gendarmes appliquent la procédure fixée par le ministère de l'Intérieur concernant les expulsions des « étrangers » : apposer de force un coussin sur la bouche de la personne afin de l'empêcher de faire du bruit. Les gendarmes appliquent cette technique durant 11 minutes au bout desquelles la jeune femme meurt étouffée. Elle s'appelait Semira Adamu et avait 20 ans. Elle avait quitté le Nigéria pour échapper à un mariage forcé. Mais, en matière d'asile, les violences spécifiques aux femmes ne sont pas prises en considération. En d'autres termes, pour l'État belge, un mariage forcé ne porte pas atteinte à la vie humaine.

Vingt ans plus tard, le 17 mai 2018, la police poursuit une camionnette sur l'autoroute E42. À l'intérieur, une trentaine de femmes, d'hommes et d'enfants migrant.e.s. Un policier tire une balle et touche mortellement une enfant de deux ans. La fillette s'appelait Mawda Shawri, elle était née en Allemagne. Ses parents avaient quitté l'Irak pour fuir le mariage forcé d'Amir, la maman de Mawda. Leur demande d'asile avait été rejetée en Allemagne.

Si le meurtre de Semira avait révélé au grand public la prise en considération des droits des femmes en matière d'asile, force est de constater la réticence des autorités européennes à reconnaître les violences de genre dans les procédures d'asile, violences pourtant inscrites dans la Convention de Genève. Au contraire, en élargissant ses frontières aux pays de l'Est, l'Europe a davantage cadencé sa politique migratoire en renforçant l'organisation de mouvements migratoires « choisis ». Cette politique utilitariste consiste à réserver le droit à la circulation et à l'établissement à une classe privilégiée ou à une « main-d'œuvre » indispensable au développement économique de l'Europe. Ces politiques s'avèrent particulièrement draconiennes pour les femmes.

Hier comme aujourd'hui, les femmes pauvres des anciennes colonies sont les principales cibles des violences structurelles. Mais, comme l'était Semira, elles sont également des résistantes. C'est donc l'histoire de femmes, au cœur du combat contre le capitalisme patriarcal et raciste, que ce numéro met en lumière.

Comme le souligne Erik Rydberg dans l'édition de Gresea Écho N°38 « Migrants sans frontières ? » (Juin 2003), le Gresea, « qui concentre ses actions sur

les conséquences des décisions prises par les acteurs économiques du Nord pour les peuples du Sud », s'est souvent positionné sur les mécanismes économiques agissant sur la circulation des personnes, que ce soit sur le contrôle des frontières comme sur les causes qui poussent les personnes à émigrer. Deux de ses fondateurs, Albert Carton et René De Schutter, ont même occupé un rôle prépondérant depuis les années 1970 dans la lutte contre l'exploitation économique des immigrant.e.s. Il s'agit d'une période où les pays d'Europe de l'Ouest adoptent le principe de la fermeture des frontières. En même temps, de nouvelles formes de contrats dits « atypiques » apparaissent et s'imposent progressivement. Les femmes et les travailleur.euse.s migrant.e.s sont les premier.e.s touché.e.s par ces nouvelles formes de mise au travail, servant de laboratoire à la précarisation de l'ensemble du salariat. Si ces formes de contrat sont d'abord expérimentées sur ces groupes sociaux, c'est parce qu'il existe un cadre spécifique de division sociale, sexuelle et internationale du travail. Mais comment ces socles structurels ont-ils été historiquement construits ?

Ce numéro soulève des questions concernant l'organisation du travail et met en lumière les enjeux liés à la formation et à l'imbrication des rapports sociaux de sexe, de « race » et de classe qui sont à la base des mouvements migratoires, mais aussi de la création des statuts différenciés des « migrant.e.s » (selon leur classe sociale, leur pays d'origine et/ou leur sexe). Bien que le « problème » de la migration implique, avant tout, la non-reconnaissance de la libre circulation de (certaines) personnes, il est nécessaire de réfléchir aux rapports qui sous-tendent les « privilèges » des uns au détriment des autres, car les problèmes humanitaires qui touchent les populations du Sud ne seront pas résolus par la seule « libre circulation des personnes ». La plupart d'entre elles n'ont en effet pas librement choisi le chemin de la migration. En soulevant le processus historique de formation/transformation de la division sociale et sexuelle du travail, de l'exploitation et de la colonisation, ce numéro retrace le continuum existant entre la domination et l'exploitation des uns et les « privilégiés » des autres, hier comme aujourd'hui.

Natalia Hirtz

« *Qhip nayra uñtasis sarnapqaxañani* » [C'est en regardant en arrière et en avant (le futur-passé) que nous pouvons avancer dans le présent-futur]<sup>1</sup>

1. Axiome aymara. Dans Jules Falquet, « Pax neoliberalia. Perspectives féministes (sur la réorganisation) de la violence », Racine de l'Xe, 2016.

# Le «sauvage», le «vagabond» et la «sorcière» Aux racines du capitalisme

Natalia Hirtz (Gresea)

**L'**accumulation primitive du capital, nécessaire au développement du capitalisme, s'est réalisée par l'esclavage, le développement du commerce, l'asservissement et le pillage des colonies, ainsi que par la privatisation de la terre et la séparation entre travail et moyens de production. Elle a impliqué, une reconfiguration des rapports sociaux de sexe, de classe et de « race ».

La formation du capitalisme a impliqué une réorganisation sociale axée sur une division du travail et établie de manière hiérarchique en termes de « classe », de « race »<sup>1</sup> et de « sexe ». Cette réorganisation du travail est une condition nécessaire à l'accumulation du capital. La division de la nouvelle classe laborieuse mondiale et l'accentuation des rapports de domination entre exploités.e.s, seront essentiels à la perpétuation de leur exploitation. C'est pour cette raison que l'accumulation du capital implique aussi l'accumulation de divisions et de discriminations au sein du monde du travail. Un petit rappel historique s'impose donc sur la construction de la division sociale, sexuelle et internationale du travail afin de retracer le continuum existant entre la domination, l'exploitation et les « privilèges » d'hier et d'aujourd'hui.

## Développement du commerce et des rapports marchands : aux origines du capitalisme

En Europe occidentale, les marchands commencent à occuper une place prépondérante dans la société vers la fin du Xème siècle. En circulant d'un domaine à l'autre, et donc en proposant des produits dans différents territoires, ils s'enrichissent grâce à l'échange de biens qu'ils n'ont pas produits eux-mêmes. Si jusque-là la société féodale se composait essentiellement de deux classes (les seigneurs féodaux et les serfs), le développement du marché amène des transformations sociales profondes. Un nouvel acteur social émerge et gagne en importance: le marchand.

1. Le terme « race » cherche à souligner le poids du racisme. La « race », comme le sexe ou la classe, n'a rien de naturel. Il s'agit d'une construction sociale qui englobe autant d'éléments liés à la « communauté » (nationale, régionale, etc.) qu'aux éléments liés au phénotype.

La logique marchande est déjà décrite par Aristote au IVe siècle av. J.-C., dans une société où la valeur d'usage (c'est-à-dire la production et l'échange des biens pour répondre aux besoins quotidiens et non pas pour en extraire un profit<sup>2</sup>) est prédominante. Dans *Les Politiques*, le philosophe de l'antiquité grecque démontre la manière dont les premières formes de commerce se développent avec le troc et comment l'extension de cette forme de circulation des biens donne naissance à la monnaie, ce qui transforme l'échange en commerce<sup>3</sup> ou, en d'autres termes, l'échange de biens en échange de marchandises (biens échangés en vue de tirer un profit). Et c'est par ce même processus que la valeur des biens n'est plus mesurée par leur valeur d'usage, mais par leur valeur d'échange<sup>4</sup>.

La production et le commerce de marchandises existent donc depuis très longtemps. Mais, il s'agit d'activités marginales dans des sociétés où la valeur d'usage (l'utilité concrète du bien) prédomine sur la valeur d'échange (propre à la marchandise qui est produite en vue de l'échange)<sup>5</sup>.

Avec les croisades (XIe-XIIIe siècle), qui vont favoriser un grand mouvement commercial avec l'orient, et la découverte du continent américain (au XVe siècle), la recherche de profit, propre à la logique marchande, commence à prédominer. L'accroissement du capital commercial désigne

2. Karl Marx, « Le Capital. Livre I », Editions Sociales, 2016.

3. Aristote, « Les politiques », Flammarion, 2015.

4. Karl Marx, Op.cit.

5. Pour une synthèse portant plus de précisions sur la valeur d'usage et la valeur d'échange, voir Bruno Bauraind et Erik Rydberg « Une brève histoire du capitalisme », 2011, Gresea, <http://www.gresea.be/Une-breve-histoire-du-capitalisme>

l'aurore du capitalisme<sup>1</sup>. Mais ce système économique et social ne verra pas le jour sans une accumulation préalable des capitaux entre les mains d'une minorité. Ce processus a été conceptualisé par Marx comme l'« accumulation primitive du capital »<sup>2</sup>.

## L'accumulation primitive du capital

Marx introduit le concept d'accumulation primitive du capital en montrant que le capitalisme n'aurait pas pu se développer sans une concentration

**Durant le premier siècle de colonisation, la population autochtone en Amérique du Sud a été réduite de 95%.**

préalable entre les mains d'une classe privilégiée d'une grande masse de richesse, mais aussi d'une force de travail assez considérable. Cette force de travail provient de personnes qui ont été dépossédées des moyens de production et obligées de vendre leur force de travail.

La réalisation du mode de production capitaliste suppose donc deux conditions principales :

- L'existence d'une masse de travailleur.euse.s « libres », dépourvu.e.s de moyens de production, obligé.e.s de vendre leur force de travail aux capitalistes;
- l'accumulation de richesses monétaires, indispensables pour créer de grandes entreprises capitalistes.

Cette accumulation primitive du capital se réalisera sur base de l'esclavage, du développement du commerce, de l'asservissement et du pillage des colonies, ainsi que par la privatisation de la terre et la séparation entre le travail et les moyens de production. Elle impliquera, notamment, une reconfiguration des rapports sociaux de sexe, de classe et de « race »<sup>3</sup>.

## L'accumulation des richesses

Au XVe siècle, la route maritime des Indes, de l'Asie du Sud-Est et de la Chine est ouverte. Le commerce des épices, de la soie ou des tissus indiens

1. Par capitalisme, nous comprenons un système économique et sociétal fondé sur la possession des moyens de production par des détenteurs de capitaux auxquels des travailleurs, ne possédant pas ces moyens, doivent vendre leur force de travail contre un salaire.

2. Karl Marx, Op.cit.

3. Le terme « race » commence à être utilisé dès le XVe siècle en Espagne, mais, à ce moment, il n'est pas entendu en termes biologiques. Au XVIIe siècle, il est notamment employé pour désigner une nation (la race espagnole, ...), une postérité (la race d'Abraham, ...) ou des espèces animales (décrites par Darwin). Les classifications scientifiques, fondées sur des traits biologiques hiérarchisés entre les êtres humains, n'apparaissent qu'au XIXe siècle. Or, même si le terme « race » n'était pas employé pour classer les êtres humains selon des explications biologiques, lors des premières conquêtes, les colons développeront des classifications hiérarchiques des peuples (considérés, au départ, comme n'étant pas des « hommes »), justifiant ainsi la domination et la surexploitation.

connaît un nouvel essor, car les nouveaux navires, permettant d'affronter les océans, ont des capacités de transport bien plus importantes que les anciennes caravanes de chameaux. Mais le développement du commerce n'est pas suffisant. L'accumulation du capital implique, avant tout, la conquête de nouveaux territoires, l'asservissement et le pillage. Dans ce contexte, la découverte du « Nouveau Monde » (1492) a été essentielle au processus d'accumulation initiale du capital. Ces nouvelles terres sont rapidement pillées et les peuples autochtones, pourchassés et réduits au travail forcé, dépouillés de leurs biens et décimés. D'après l'historien David Stannard, durant le premier siècle de colonisation, la population autochtone en Amérique du Sud a diminué de 95%, quelque 75 millions de personnes sont mortes à cause de la brutalité coloniale ou des maladies propagées par les Européens<sup>4</sup>.

Il fallait trouver une main-d'œuvre pour remplacer cette population décimée. Le commerce triangulaire s'est imposé. Il s'agissait d'aller capturer des autochtones en Afrique de l'Ouest ou de les acheter contre des radis au souverain local. Il fallait ensuite leur faire traverser l'Atlantique. Beaucoup ont perdu la vie durant ces longues traversées, au cours desquelles les esclaves se trouvaient entassés.e.s dans des soutes insalubres. On estime qu'en trois siècles, entre 11 et 28 millions d'esclaves sont déportés.e.s en Amérique<sup>5</sup>. Et ceci sans compter le nombre des victimes décédées lors des opérations de capture, de la traversée ou des naufrages.

**On estime qu'en trois siècles, entre 11 et 28 millions d'esclaves sont déportés.e.s en Amérique.**

Dans les principales villes portuaires, la vente d'esclaves permet la constitution d'une bourgeoisie très fortunée. Les esclaves africain.e.s et les autochtones du continent américain produisent des matières premières indispensables au développement de secteurs manufacturiers européens. En 1600, le Brésil exporte en sucre le double de la valeur de toute la laine exportée par l'Angleterre la même année<sup>6</sup>. L'or et l'argent des Amériques permettent de réactiver le commerce et l'industrie en Europe.

Grâce au pillage, à l'esclavage, à l'asservissement et au meurtre, la bourgeoisie européenne est parvenue à accumuler les ressources indispensables à la création des grandes entreprises capitalistes.

4. David Stannard, « American Holocaust: The Conquest of the New World », Oxford Press, 1992.

5. 28 millions selon David Stannard, Op.cit et plus de 11 millions selon Olivier Pétré-Grenouillau, « Les traites négrières ». Ed Gallimard, 2004.

6. James M. Blaut, « 1492: The Debate on Colonialism, Eurocentrism, and History », Trenton, Africa World Press, 1992.



Photo : Collection Kharbine-Tapabor. Antilles, fin du XIX<sup>ème</sup> siècle.

Le modèle des plantations développé dans les colonies, était, à ce titre, crucial pour le développement du capitalisme, non seulement par le surtravail<sup>1</sup>

**Le modèle des plantations développé dans les colonies est aux fondements d'un modèle de production tourné vers l'exportation, et la division internationale du travail, caractéristiques du capitalisme.**

important qu'il dégageait, mais aussi par les innovations en termes d'organisation du travail qu'il a permises.

La plantation est aux fondements d'un modèle de production tourné vers l'exportation, l'intégration économique et la division internationale du travail, caractéristiques du capitalisme<sup>2</sup>. Une chaîne d'approvisionnement mondiale s'est développée, préfigurant la surexploitation des travailleurs du Sud que nous connaissons toujours aujourd'hui.

C'est l'avènement de la mondialisation, entendue ici<sup>3</sup> comme un processus historique impliquant l'imposition croissante d'un mode de production unique au monde (et donc, la destruction d'autres modes de production). Elle est caractérisée par trois dimensions essentielles qui vont s'enchaîner et se compléter au fil du temps : les échanges de biens et services, la mobilité de la production de biens et services, et la circulation des capitaux financiers. La mondialisation ne sera pas seulement la condition

1. Du travail fourni gratuitement.

2. James M. Blaut. Op. Cit.

3. Cette définition résulte de notre synthèse des écrits de Rosa Luxembourg (« L'accumulation du capital », 1913, <https://www.marxists.org/francais/luxembur/works/1913/index.htm>); Silvia Federici (« Point zéro: propagation de la révolution », Racine de IX<sup>e</sup>, 2016) et de Charles-Albert Michalet, pour ce qui concerne les dimensions de la mondialisation (« Qu'est-ce que la mondialisation? », La découverte, 2004).

préalable au développement du capitalisme, mais aussi, la condition de sa survie<sup>4</sup>.

Enfin, l'accumulation primitive du capital, impliquera également, l'expropriation des travailleurs. euse.s européen.ne.s de leurs moyens de subsistance et la création du travail « libre ».

**Le travail « libre »**

En Europe occidentale<sup>5</sup>, à partir du XIII<sup>e</sup> siècle, la terre commence à devenir une marchandise qui peut se vendre et s'acheter. En Angleterre, l'« enclosure » est le

terme utilisé pour désigner un ensemble de stratégies développées par les seigneurs et les riches fermiers afin d'éliminer les enclaves communales (les terres collectives) et d'étendre leurs possessions. Les enclosures ont impliqué la privatisation des espaces communs par des clôtures et la démolition des barques de paysan.ne.s pauvres qui ne possédaient pas de terre, mais qui, jusque-là, pouvaient survivre en ayant accès à ces territoires<sup>6</sup>.

Que ce soit par l'enclosure ou par d'autres stratégies, le processus de privatisation des terres en Europe transforme progressivement le monde agricole, marquant la fin des droits d'usage des espaces communs dont dépendait la subsistance d'un grand nombre de paysan.ne.s. Ceci a pour conséquence l'apparition d'une paysannerie riche à la campagne et le développement du travail salarié<sup>7</sup>.

4. Ceci est développé dans l'article « Restructuration internationale du marché du travail et reconfiguration de la migration » page 8 de ce numéro.

5. Nous parlons ici du processus général de formation du travail salarié en Europe occidentale. Or, il faut souligner que ce processus ne se développe pas de la même manière ni au même moment dans toutes les régions du continent. Dans beaucoup de territoires, ce mouvement sera très tardif et se produira dans des contextes très différents à ceux décrits ici.

6. Les enclosures apparaissent dès le XII<sup>e</sup> siècle, mais elles ne se généralisent qu'à partir de la fin du XVI<sup>e</sup>. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, des lois d'enclosure sont sanctionnées, impliquant l'application de peines sévères aux personnes qui ne respectent pas les clôtures. Voir à ce propos, Edward P. Thompson, « Luttes sociales dans l'Angleterre du XVIII<sup>e</sup> siècle », La Découverte, 2014.

7. Nous reprenons ici les concepts de travail salarié définis par K. Marx (Op. Cit). Dans ce sens, le travail salarié est entendu comme étant le résultat d'un processus par lequel le-la travailleur.euse est privé.e, au moins, d'une partie des moyens de production. Il-elle doit donc vendre sa force de travail en échange d'un salaire. Le salaire est toujours inférieur à la valeur apportée par son travail aux marchands produites. Le profit du capitaliste vient de la partie de travail non payé.

Généralement, ces travailleurs salariés<sup>1</sup> sont des paysans qui disposent d'une parcelle de terre trop petite pour être autosuffisants. Ils doivent donc travailler de manière « saisonnière » sur des domaines plus grands. S'il naît à cette époque, le travail salarié reste assez marginal et temporaire.

Au XV<sup>e</sup> siècle, la paysannerie devient un ensemble assez hétérogène. Il existe encore des serf.ve.s, auxquels viennent s'ajouter des petits propriétaires, des salariés agricoles, des métayers, des censiers, des domestiques, etc. Des paysans riches exploitent leurs voisins par des prêts abusifs, en achetant à des prix très bas leurs produits agricoles, mais aussi leurs instruments de travail.

En ville, la concurrence entre les artisan.e.s se fait de plus en plus âpre. Les maîtres de métier allongent la journée de travail des compagnon.ne.s et des apprenti.e.s et appliquent des méthodes de travail plus productives. Les plus riches d'entre eux deviennent peu à peu des capitalistes ; les plus pauvres, des ouvriers salariés. Les maîtres de métier appauvris implorent l'aide du marchand qui leur avance de l'argent, des matières premières et des instruments de travail, à condition qu'ils lui vendent le produit fini à un prix très bas. C'est ainsi que les petits producteurs tombent sous la dépendance économique de riches marchands. Progressivement, la plupart d'entre eux perdent leur dernier semblant d'autonomie et deviennent des ouvriers salariés.

Le XV<sup>e</sup> est également marqué par des épidémies, des guerres et des famines. Le contexte de crise démographique a pour conséquence une « crise du travail » : le fort taux de mortalité rend le travail rare, augmente son coût et renforce la détermination à la révolte.<sup>2</sup>

Les paysans expropriés et les artisans appauvris acceptent difficilement de travailler pour un salaire. La plupart du temps, ils deviennent des mendiants ou des vagabonds, et

**Les paysans expropriés et les artisans appauvris acceptent difficilement de travailler pour un salaire.**

risquent l'asservissement ou la mort. Les lois de l'époque prescrivent le vagabondage. Les États mettent en place une multiplicité d'initiatives pour désamorcer les luttes sociales et pour former une main-d'œuvre disciplinée<sup>3</sup>, à même de travailler pour autrui en dehors des

1. L'emploi exclusif du masculin fait référence au fait que le processus de salarisation ne s'applique quasi exclusivement qu'aux hommes.

2. Silvia Federici, « Caliban et la sorcière. Femmes, corps et accumulation primitive », Ed. Entremonde. Senonevero, 2017.

3. Silvia Federici, 2017. Op.cit.

contraintes physiques ou sécuritaires (esclavage, servage<sup>4</sup>). Il s'agit de former des travailleurs « libres », dépourvus de moyens de production et sensés croire que la vente de leur force de travail n'est pas seulement un choix individuel, mais aussi, une source de « dignité ».

**La chasse aux sorcières : reconfiguration de la division sexuelle du travail**

L'historienne Silvia Federici met l'accent sur la construction de la figure de « l'hérétique », en expliquant la manière dont l'Inquisition<sup>5</sup> a créé cette image pour désigner toute personne insurgée contre la marchandisation de la vie. Dans un contexte de révolte où la demande de main-d'œuvre est plus forte que l'offre, l'Inquisition commence à associer l'hérésie aux « crimes » liés à la reproduction. Les pratiques liées à la contraception (comme l'avortement, la sodomie ou l'infanticide) seront de plus en plus criminalisées. Au début du XV<sup>e</sup> siècle, la cible principale de la persécution est la « sorcière ». En effet, le contrôle sur les comportements des femmes devient fondamental pour la formation d'une main-d'œuvre « libre » qui, jusque-là, refuse de vendre sa force de travail. L'usage de la terreur à l'encontre des femmes devient un outil essentiel permettant de contrôler la natalité (pour accroître la main-d'œuvre), mais aussi d'améliorer et de discipliner la force de travail masculine<sup>6</sup> afin de mieux l'exploiter<sup>7</sup>.

4. Le mode de production féodal émerge au IX<sup>e</sup> siècle. Cette époque est marquée par des guerres incessantes où les paysan.ne.s cherchent la protection de ceux qui détiennent le principal moyen de production : la terre. En contrepartie d'un lopin de terre et d'une certaine protection de la part du seigneur, la famille paysanne (devenue des serfs) travaille gratuitement pour lui une partie de la semaine. La terre qu'elle occupe et qu'elle cultive ne lui appartient pas. La propriété est aux mains d'une classe de seigneurs féodaux qui accaparent l'excédent de production des paysan.ne.s. Cette coercition prend la forme de la corvée : la famille paysanne travaillait une partie de la semaine avec ses propres instruments (araire, bêtes de somme, etc.) dans le domaine du seigneur, et les autres jours de la semaine dans son exploitation. Elle passait un certain temps sur leur propre champ à exécuter le « travail nécessaire » (pour son propre entretien) et réalisait, à un autre moment et sur la terre seigneuriale, du « surtravail » (pour l'entretien du seigneur). C'est ce surtravail qu'on nomme « exploitation », c'est-à-dire : le travail fournit gratuitement. De la sorte, le « travail nécessaire » et le « surtravail » étaient nettement délimités dans le temps et dans l'espace, ce qui n'est pas le cas dans le système salarial propre au capitalisme, où l'exploitation est moins visible (Karl Marx, Op.cit).

5. Dans un contexte de privatisation des terres et du développement de la marchandisation du travail, des « sectes hérétiques » vont fortement se développer et devenir de plus en plus populaires auprès des classes inférieures. Cette hérésie populaire fournit un cadre de revendication de justice sociale, dénonçant la propriété privée, l'accumulation des richesses et l'Église, qui est à l'époque le plus grand propriétaire terrien. Cette dernière répond par la terreur, en créant, en 1231, la Sainte Inquisition.

6. Silvia Federici, 2017. Op.cit.

7. Nous reprenons ici les concepts d'exploitation définis par K. Marx (Op.Cit). L'exploitation désigne une situation où des personnes travaillent gratuitement au profit d'autres personnes (propriétaires des moyens de production) en vue de produire de la plus-value. Cette



Pendaison des « Sorcières de Pendle » au Château de Lancaster en 1612.

Durant cette période de « chasse aux sorcières », des centaines de milliers de femmes seront assassinées et soumises aux plus cruelles tortures.

**L'usage de la terreur à l'encontre des femmes devient un outil fondamental permettant de contrôler la natalité (pour accroître la main-d'œuvre) et discipliner la force de travail masculine afin de mieux l'exploiter.**

C'est par ce processus de terreur que l'État parvient à discipliner les femmes, et par là, la future main-d'œuvre masculine, qu'elle se chargera d'éduquer à la discipline du travail « libre ». Les premiers procès de sorcières ont lieu à la fin du XVIe siècle. À cette même époque, de nombreux États promulguent des lois pour limiter le coût du travail, interdire le vagabondage et encourager ou forcer la procréation.

La chasse aux sorcières atteint son apogée entre 1580 et 1630, au moment où les rapports féodaux font place aux institutions typiques du capitalisme. Les accusations de sorcellerie visent tant les méthodes contraceptives que la morale liée au travail. Ainsi, beaucoup des femmes accusées étaient généralement des femmes âgées vivant de l'assistance publique ou des mendiante. Parmi les « crimes » des sorcières, Federici cite des exemples trouvés dans les archives de l'époque, comme le blasphème d'une mendiante à qui une aumône a été refusée, le non-paiement du loyer ou la demande d'assistance publique. Le but consistait à discipliner la société aux valeurs du travail. Discipline qui passa par le corps des femmes, chargées dorénavant exclusivement des

dernière fait référence au temps de travail non payé aux travailleurs. euse.s par rapport à la valeur qu'ils-elles produisent. En effet, la journée de travail est divisée en deux temps : le temps de travail nécessaire à l'entretien de la personne qui travaille et le temps de travail gratuit, c'est-à-dire, la plus-value obtenue par le propriétaire des moyens de production qui profite du travail d'autrui.

soins, de la formation et de la transmission de la valeur travail aux enfants.

Un long processus a été nécessaire pour former une main-d'œuvre « libre » et disciplinée. Au XVIe et au XVIIe siècle, la campagne de chasse aux sorcières s'accompagne d'un renforcement extrême de la répression contre les mendiants.e.s. Les vagabonds et les délinquants sont pourchassés. Ils sont soit mis au travail dans des maisons de travail, soit envoyés vers les colonies d'Amérique. La migration est le chemin le plus couramment employé

par les hommes pour échapper au salariat<sup>1</sup>. Hier comme aujourd'hui, il en va autrement pour les femmes dans la mesure où la migration les expose à la violence masculine.

Avec la disparition des enclaves communales, où pouvait se développer une économie de subsistance et où les tâches productives et reproductives se réalisaient dans un même espace, ces activités sont d'autant plus fragmentées, ce qui renforce la division sexuelle du travail<sup>2</sup>. La séparation entre travail « productif » (masculin) et travail « reproductif » (féminin) implique la surévaluation du premier et la sous-estimation du second. Elle a des conséquences majeures sur la domination masculine : l'homme devient le pourvoyeur du revenu familial alors que la femme est limitée à la sphère privée et dépourvue d'un salaire. La participation des femmes au salariat ne disparaît pas, mais elle devient l'affaire des femmes les plus pauvres. Elles ne seront pas seulement reléguées aux tâches les moins appréciées socialement, mais leurs salaires seront également fortement abaissés : si au XIVe siècle, elles perçoivent la moitié de la paye d'un homme à tâche égale, au milieu du XVIe siècle, elles ne touchent plus qu'un tiers du salaire masculin.

**La séparation entre travail « productif » (masculin) et travail « reproductif » (féminin) implique la surévaluation du premier et la sous-estimation du second.**

1. Silvia Federici, 2017. Op.cit.

2. La division sexuelle du travail désigne une organisation du travail basée sur la désignation des individus à effectuer des tâches différentes et spécialisées selon le sexe. Elle n'est pas inhérente à l'humanité, car elle n'a pas existé de tous les temps. De plus, elle a profondément varié au long de l'histoire.



La contrainte pour la maternité s'accompagne du renforcement des mythes sur la femme « reproductrice ».

Enfin, la chasse aux sorcières s'est également exportée vers les colonies. Sur le continent américain, les campagnes consistaient à exiger la dénonciation des « hérétiques » et des « sorcières ». Toute personne ayant omis cet ordre risquait d'être accusée elle-même d'hérésie ou de sorcellerie. Les punitions incluait la flagellation publique, le travail forcé ou le bannissement<sup>1</sup>.

En se centrant sur les communautés andines (plus précisément sur la région devenue le Pérou), Irene Silverblatt souligne le lien entre la chasse aux sorcières et la restructuration des rapports sexuels dans cette région, où le processus de « civilisation » voit notamment le jour à la fin du XVIe siècle et au début du XVIIe. Cette tâche revient principalement aux membres du clergé espagnol, chargés d'inculquer les croyances et les pratiques de la « civilisation » et particulièrement, d'interdire celles concernant les pratiques sexuelles n'ayant pas la procréation pour finalité, mais aussi de renforcer celles concernant la soumission des femmes vis-à-vis des hommes. Ces valeurs seront inscrites dans la Loi coloniale. Les femmes devront être mises sous tutelle d'un homme et, devant la Loi, le témoignage d'un colon équivalra à celui de deux hommes « indiens » ou de trois « indiennes »<sup>2</sup>.

1. Irene Silverblatt, « Chasteté et pureté des liens sociaux dans le Pérou du XVIIe siècle », Cahiers du Genre, vol. 50, no. 1, 2011, pp. 17-40.

2. Ibid.

Il faut souligner enfin, que dans les colonies, la chasse aux sorcières imbriquera des valeurs sexistes, mais aussi racistes, nécessaires pour justifier et accentuer la division sociale, internationale et sexuelle du travail. En effet, dans les colonies, le contrôle concernant les pratiques sexuelles correspondait, notamment, aux divisions sociales fondées sur des distinctions de « race ». Comme le souligne Magnus Mörner, tout colon espagnol, au-delà des différences sociales qui pouvaient les séparer dans leur continent d'origine, devient un « privilégié » dans les colonies américaines, tandis que tous les peuples autochtones des Amériques (appartenant à des ethnies et des statuts différents) deviennent des « Indiens », de même que les autochtones africains, des « noirs »<sup>3</sup>. Le contrôle de la sexualité pointe en ce sens, l'éradication de toute preuve d'union entre ces populations bien délimitées.

## La division de la classe laborieuse mondiale: un impératif au maintien du capitalisme

La « coïncidence » chronologique de la chasse aux sorcières, la colonisation, l'esclavage, le processus de privatisation de la terre, la mise en œuvre de lois draconiennes contre le « vagabondage » et la prolétarisation des travailleurs en Europe occidentale nous permettent d'aborder le lien entre travail servile/travail salarié, travail productif/travail reproductif et d'interroger les impacts durables du processus d'accumulation primitive du capital.

La division du travail sera établie de manière hiérarchique en termes de « classe »,<sup>4</sup> mais aussi en termes de « race » et de « sexe », dont les premières victimes seront les femmes pauvres des anciennes colonies. Cette division du travail est également un impératif au maintien du système capitaliste.

**La division du travail sera établie de manière hiérarchique en termes de « classe », mais aussi en termes de « race » et de « sexe ».**

Le renforcement de la division de la classe laborieuse mondiale, par l'accentuation des rapports de domination entre exploités.es, la misogynie, le racisme ou tout simplement l'indifférence vis-à-vis de cette réalité toujours opérationnelle dans les rapports sociaux, est essentiel à la perpétuation de son exploitation. L'accumulation du capital est, par-là même, l'accumulation de divisions et de discriminations au sein de la classe laborieuse.

3. Magnus Mörner, « La mezcla de razas en la historia de América Latina », Buenos Aires, Paidós, 1969.

4. Leurs employés seront également divisés selon les « qualifications ».

# Restructuration internationale du marché du travail et reconfiguration de la migration

Natalia Hirtz (Gresea), 16 juillet 2018

**Les années 1960 voient la plupart des colonies occidentales accéder à l'indépendance et de nombreux conflits sociaux éclor. Elles consacrent également l'ouverture d'une nouvelle phase d'accumulation capitaliste. La concentration toujours plus intense du capital implique une reconfiguration de la division sociale, sexuelle et internationale du travail. Cette nouvelle phase d'accumulation du capital est accompagnée d'une « féminisation » de la migration. Les politiques migratoires, entravant la libre circulation des personnes, vont s'avérer particulièrement brutales pour les femmes.**

Les guerres mondiales peuvent être lues comme l'aboutissement d'une première phase d'accumulation capitaliste, marquée par la révolution industrielle, la division internationale du travail, la concurrence accrue entre les États et la montée en puissance des nationalismes, du racisme et de la xénophobie menant vers de nouveaux génocides, cette fois-ci en terre « civilisée ».

C'est durant cette période qu'aura lieu le plus grand mouvement migratoire de l'histoire : entre 1846 et 1939, plus de 50 millions d'Européens fuyant la misère ou la persécution politique ont trouvé une nouvelle terre d'accueil en Amérique, en Australie et dans les diverses colonies, faisant de l'Europe le point de départ du plus grand mouvement migratoire de l'histoire<sup>1</sup>.

Quant au mouvement migratoire international des populations du Sud, il s'agissait jusque-là quasi exclusivement (et massivement) de migrations forcées, dues à la traite des autochtones africains, devenus esclaves. Or, la « généralisation » du modèle industriel<sup>2</sup>, l'abolition de l'esclavage et, plus tard, le processus de (dé)colonisation reconfigurent les rapports Nord-Sud et transforment le mouvement migratoire.

## « Révolution » industrielle : croissance de production illimitée pour et dans un territoire limité

Le modèle capitaliste repose sur un principe fondamental : la reproduction du capital. En effet, contrairement au seigneur féodal dont

l'accumulation des richesses était un but en soi, pour le capitaliste, le but de la richesse est sa reproduction (sa multiplication). C'est dans ce sens que Karl Marx parle de « capital » et non plus de « richesse ». Or, pour accroître un capital, il faut du travail. C'est cette activité qui ajoute de la valeur au capital initialement investi. Elle permet, par exemple, de transformer le sable en verre, et le verre en coupes, lesquelles permettront au capitaliste de tirer une plus-value et d'accroître ainsi son capital de départ. Mais, pour cela, il faudra vendre les coupes. La reproduction incessante du capital implique une production croissante de marchandises et leur vente<sup>3</sup>.

En reprenant les thèses de Marx, Rosa Luxemburg soutient que cette production illimitée de marchandises requiert l'ouverture permanente de nouveaux débouchés<sup>4</sup>. Les colonies représentent alors une opportunité incommensurable pour la reproduction du capital. Elles fournissent une masse considérable de ressources naturelles et de travail servile, elles ouvrent également de nouveaux débouchés aux capitalistes (dans un marché protégé de la concurrence internationale) ainsi qu'une nouvelle terre d'investissement potentiel.

Or, avec la « généralisation » du modèle industriel et donc, l'émergence économique de nouveaux pays, le partage des débouchés deviendra de plus en plus problématique. Vers la fin du XIXe siècle, la conquête de nouvelles colonies devient systématique<sup>5</sup>. Et, en matière de développement industriel, l'Angleterre domine le reste de l'Europe. Le Portugal

3. Karl Marx, « Le Capital. Livre I », Éditions Sociales, 2016.

4. Rosa Luxemburg, « L'Accumulation du capital », La Découverte, 1976.

5. Pour plus de précisions sur le partage territorial des colonies, voir Henri Houben, « La Première Guerre coloniale mondiale », Gresea Echos n°79, 2014.

et l'Espagne sont, eux, en plein déclin. Ces deux pays ont peu développé leurs industries, se contentant de vivre sur l'acquis colonial et ses ressources naturelles<sup>1</sup>. L'indépendance des colonies américaines profite aux capitaux anglais qui trouvent un énorme territoire pour développer leur commerce. Ainsi, en 1850, en plus de compter sur l'industrie la plus développée, l'Angleterre contrôle également le plus grand nombre de colonies dans le monde.

Ce modèle industriel est adopté par d'autres pays européens ainsi que par les États américains du Nord-Est, qui, suite à leur victoire dans la guerre de Sécession (1861 et 1865), parviennent à imposer ce modèle à l'ensemble des États-Unis d'Amérique. En 1870, la puissance économique britannique reste en tête, mais elle est talonnée par les États-Unis, suivis par la France et l'Allemagne. De nouvelles puissances entrent ainsi dans une concurrence qui impliquerait l'accélération du développement industriel et la recherche de nouveaux territoires à conquérir. Ce processus sera accentué par la « Grande dépression » qui touche les économies capitalistes entre 1873 et 1895.

Cette crise, précédée d'une phase d'accumulation du capital accélérant le développement industriel et menant vers une concurrence de plus en plus accrue, entraîne inévitablement une nouvelle phase de concentration des grands capitaux capables de résister à la crise et de sortir gagnants de cette conjoncture. En d'autres termes, il s'agit d'une nouvelle phase de concentration des capitaux, qui, à cette période, favorisera le développement de très grandes firmes de plus en plus présentes sur le marché international. C'est le modèle des entreprises multinationales qui émerge. Et les propriétaires de ces nouvelles entreprises sont allemands et américains<sup>2</sup>.

Dans le même temps, cette crise pousse les entreprises à chercher de nouveaux débouchés. La conquête de nouveaux territoires devient indispensable à la survie de nombreux capitalistes, mais aussi au développement des multinationales naissantes. En plus de servir de débouchés pour la surproduction de manufactures des pays industrialisés, les nouvelles colonies seront également recherchées comme territoires pour de nouveaux investissements.

## L'opérationnalité de la « race »

La nouvelle vague de colonisations s'attaque cette fois-ci à l'Afrique et à l'Asie du Sud-Est. On estime que cette phase d'accumulation du capital s'est

1. Lire à ce propos Fernand Braudel, « La dynamique du capitalisme », Flammarion, 1999.

2. Voir Henri Houben Op.Cit.

nourrie de 25 millions de vies assassinées par les colons ou décédées suite aux conditions de travail forcé, aux captures, aux déplacements ou aux famines<sup>3</sup>.

La surexploitation et les crimes coloniaux s'accompagnent de la construction de nouvelles théories « scientifiques », fondées sur des explications biologiques de la « race », ainsi que d'une propagande massive sur les hiérarchies raciales, justifiant la conquête par le devoir pour les « races supérieures, de civiliser les races inférieures ». Cette deuxième vague considérée comme un véritable génocide, s'accompagne de théories « scientifiques » fondées sur des explications biologiques de la « race » et d'une propagande massive sur les hiérarchies raciales, justifiant cette violence.

**La deuxième vague de colonisation s'attaquant à l'Afrique et à l'Asie du Sud-Est, implique la mort de 25 millions d'autochtones. Ce génocide s'accompagne de théories « scientifiques », fondées sur des explications biologiques de la « race » et une propagande massive sur les hiérarchies raciales, justifiant cette violence.**

Les investissements à l'étranger sont ainsi présentés comme la contribution européenne à la « civilisation » des peuples colonisés. Ainsi, pour Jules Ferry (ancien ministre français entre 1878 et 1890, père de l'école publique et gratuite en France) : « Il y a pour les races supérieures un droit, parce qu'il y a un devoir pour elles. Elles ont le devoir de civiliser les races inférieures »<sup>4</sup>. Des philosophes des lumières et des hommes de lettres français n'en diront pas moins, comme Voltaire pour qui : « Les Blancs sont supérieurs à ces Nègres, comme les Nègres le sont aux singes, et comme les singes le sont aux huîtres »<sup>5</sup>. Alors que Victor Hugo s'exclamait « Que serait l'Afrique sans les blancs ? Rien ; un bloc de sable ; la nuit ; la paralysie ; des paysages lunaires. L'Afrique n'existe que parce que l'homme blanc l'a touchée »<sup>6</sup>.

Cette propagande raciste sera minutieusement inculquée à travers l'école. Les manuels scolaires présentent la « race » comme une donnée « scientifique » et expriment deux visions principales : l'une portant sur la dimension sociale ; l'autre sur la dimension biologique. Cette dernière consiste à classer et hiérarchiser les sociétés selon des facteurs « génétiques ». Tandis que l'approche sociale affirme

3. Henri Wesseling, « Les empires coloniaux européens 1815- 1919 », cité dans Henri Houben Op.Cit.

4. Jules Ferry, Débats parlementaires du 28 juillet 1885.

5. Voltaire « Essai sur les mœurs et l'esprit des nations », 1756.

6. Victor Hugo, « Discours sur l'Afrique », 18 mai 1879. Pour plus des citations concernant la vision soutenue par le monde « savant » de l'époque, voir <https://blogs.mediapart.fr/jecmaus/blog/131113/europeafrique-la-negrophobie-des-lumieres-devoir-de-memoire>.



Institut des enfants mulâtres de Savé (Rwanda actuel)

Au Congo Belge et au Ruanda-Urundi, des filles, souvent à peine pubères, étaient réquisitionnées ou consenties aux colons comme « ménagères ». La grossesse perturbait le confort du colon mais aussi de l'État colonial. Certaines femmes enceintes ont été assassinées. Sur instruction de l'État colonial, des enfants métisses ont été enlevés et placés sous l'autorité des missions religieuses. Les noires, dépeintes comme profiteuses et hypersexualisées, sont considérées comme une menace pour la « pureté » de la race blanche et comme incapables d'élever un enfant qui porte du « sang blanc ». (Voir, Assumani Budagwa, « Noirs-Blancs, Métis. La Belgique et la ségrégation des Métis du Congo belge et Ruanda-Urundi (1908-1960) », 2014 et Amandine Lauro, « Coloniaux, ménagères et prostituées au Congo belge (1885-1930) », Labor, 2005).

et rend universel le modèle de développement porté par l'Europe occidentale, elle condamne les autres.

Si de nos jours ces propos sont plus rares, ils n'ont pas pour autant complètement disparu. En Belgique, en 2002, un manuel scolaire d'histoire francophone destiné à l'enseignement primaire explique l'amélioration des conditions de vie des congolais par l'action des colons belges qui « civilisèrent peu à peu la population noire »<sup>1</sup>. Les stéréotypes racistes sont toujours présents dans nos sociétés, comme les préjugés concernant la « sexualité débridée » des femmes colonisées<sup>2</sup>, soumises à l'exploitation sexuelle systématique des colons<sup>3</sup>. Cette image, construite à l'époque coloniale, cherchait à justifier les comportements de ceux que les États européens visaient à

présenter comme des « héros », « civilisateurs » et, par-là, « sauveurs » des « sauvages ».

## De la « civilisation » au « développement »

La fin de la Seconde Guerre mondiale marque l'aboutissement d'une première phase d'accumulation capitaliste et laisse place à une nouvelle réorganisation économique qui se caractérisera, notamment, par l'accélération de l'internationalisation de la production et la reconfiguration des rapports Nord-Sud.

À la sortie de la Seconde Guerre mondiale et dans un contexte marqué par la décolonisation (qui démarre dans les années 1950), par l'émergence des pays asiatiques et par la récession économique (qui s'impose depuis les années 1970), les puissances économiques chercheront de nouvelles stratégies pour limiter la généralisation du développement industriel et s'assurer ainsi le monopole sur la production des technologies de pointe. Dans un contexte décolonial, le maintien de la division internationale du travail sera assuré, notamment, par l'élaboration d'un modèle de développement que les pays classés comme « sous-développés » ou « en voie de développement » devront suivre pour répondre aux exigences des organisations financières internationales, qui à travers l'octroi de crédits parviendront à influencer les politiques internationales<sup>4</sup>.

La notion de « développement » émerge comme un concept économique et politique après la Seconde Guerre mondiale. En effet, avant la fin

4. Sur le concept de « développement », voir Brahim Lahouel et Erik Rydberg, « Le développement : Matériaux pour une étude du concept », Gresea, 2008. <http://www.gresea.be/Le-developpement-Materiaux-pour-une-etude-du-concept>.

de la guerre, lorsque les perspectives de victoire se précisaient, les Alliés ont envisagé un système international capable d'éviter de nouveaux déséquilibres monétaires (qui avaient suivi la Première Guerre mondiale), pouvant donner lieu à des conflits sociaux et offrant ainsi un terreau à l'expansion du « communisme ». Ils signent alors les accords de Bretton Woods (1944), qui prévoient l'organisation d'un système monétaire international autour du dollar américain. Deux organismes seront créés à cette fin : Le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale (BM)<sup>1</sup>. Le premier est chargé d'assurer la stabilité du système monétaire international. La BM aura quant à elle pour mission l'appui financier et technique pour la reconstruction de l'Europe et du Japon<sup>2</sup> et, accessoirement, encouragera le « développement » des pays du Sud dont beaucoup étaient encore des colonies. Or, lorsque ces dernières obtiennent leur indépendance, elles se verront obligées d'assumer les crédits contractés par leurs anciennes métropoles<sup>3</sup>.

Avec le mouvement de décolonisation, la « mission de développement » de la BM devient centrale. Le schéma désigné par l'organisme pour encourager la croissance économique des pays « en voie de développement » consistera à promouvoir un modèle axé sur un libre-échange débridé où chaque pays se spécialisera dans la production de certains biens pour l'exportation. Les prêts obtenus devront donc servir à moderniser l'outil nécessaire à la production de ces biens.

L'appui financier et technique de la BM se généralise durant les années 1970, produisant un endettement croissant des pays du Sud, qui seront de plus en plus sous l'influence de l'organisation. L'insertion dans le marché international (sur base de la spécialisation des pays dans la production de certains produits) ne fera que renforcer la division internationale du travail, entraînant un processus de reprimarisation de l'économie dans beaucoup de pays<sup>4</sup>. La dégradation des termes de l'échange<sup>5</sup> provoque une

1. À l'époque, elle verra le jour sous le nom de Banque Internationale pour la Reconstruction et le développement (BIRD).

2. Sur les accords de Bretton Woods et l'histoire du FMI, voir Romain Gelin (coord.), « Le FMI », Gresea échos, n°77, mars 2014.

3. Éric Toussaint, « Les débuts de la Banque mondiale : 1946-1962 », CADTM, 2006. <http://www.cadtm.org/Les-debuts-de-la-Banque-mondiale>

4. C'est notamment le cas pour les pays qui étaient parvenus ou avaient fait la tentative de mener un modèle économique d'industrialisation par substitution aux importations. Ce modèle vise à protéger l'industrie des économies en développement de la concurrence internationale afin qu'elles soient en mesure de remplacer progressivement les produits qu'elles importent par une production nationale.

5. La théorie de la dégradation des termes de l'échange fut développée par les économistes Raúl Prebisch et Hans Singer durant les années 1950. Elle exprime la baisse tendancielle du prix des produits primaires face aux produits manufacturiers. Étant donné la division

succession de déficits commerciaux qui alourdissent l'endettement de ces pays. À ceci s'ajoute la dévaluation des monnaies nationales par rapport au dollar, rendue possible grâce à la suppression du système de Bretton Woods, qui provoque une augmentation du montant à rembourser en monnaie nationale et une hausse des taux d'intérêt.

À partir des années 1980, la BM commencera à concevoir des programmes d'ajustement structurel. Ceux-ci consistent à proposer des mesures qui renforcent l'ouverture des marchés (des biens et des capitaux), diminuent les dépenses publiques, privatisent les services et les entreprises publiques et augmentent la « compétitivité économique » des pays sur base des « avantages comparatifs »<sup>6</sup> (c'est-à-dire, en se centrant davantage sur la production des biens d'exportation).

Selon la BM, ces programmes sont indispensables pour les pays fortement endettés, car ils permettent de rétablir un équilibre macro-économique afin de relancer une croissance solide pour le développement. Or, force est de constater que ces recommandations n'ont eu que des effets négatifs pour ces économies. La division internationale du travail justifiée, hier, par la mission « civilisatrice » est, aujourd'hui, assurée par la promotion du « développement ». La « mission civilisatrice des races supérieures » est ainsi remplacée par « la mission d'amener le développement aux pays sous-développés ». Ce processus s'accompagne d'une concentration toujours plus poussée des capitaux caractérisée par le développement des multinationales et de la finance, cherchant des taux de rendement toujours plus importants.

## Les femmes sur le marché de l'emploi

Cette nouvelle phase de concentration du capital sera accompagnée d'une extraordinaire augmentation de la part des femmes dans le salariat. Leur entrée sur le marché de l'emploi ne sera pas toujours synonyme d'émancipation. Ce processus se produit dans un contexte de précarisation et de flexibilisation

internationale du travail, une dégradation des termes de l'échange implique une baisse des produits fabriqués dans les pays du Sud face à ceux des pays industrialisés.

6. La théorie des avantages comparatifs fut développée par David Ricardo (1772- 1823) qui, après avoir démontré que les échanges internationaux étaient la clé de l'accumulation du capital, promeut la nécessité de l'ouverture des marchés tout en développant la théorie des avantages comparatifs. Selon cette théorie, chaque pays doit se spécialiser dans la production des biens pour lesquels il dispose la productivité la plus forte.

de l'emploi. Comme signalé par Danièle Kergoat, le « travail néolibéral » (caractérisé par la flexibilité, le temps partiel, les conditions de plus en plus pénibles, la polyvalence et l'implication émotionnelle) requiert des « qualités féminines »<sup>1</sup>. Dans ce sens, la grande majorité des travailleuses reste cantonnée aux « travaux féminins », c'est-à-dire dans certains secteurs industriels ou agricoles à « faible qualification » ou dans les « services » (majoritairement domestiques et sexuels)<sup>2</sup>.

Les effets sur les femmes de cette entrée sur un marché de l'emploi « précaire » sont intensifiés par le démantèlement des services publics. Afin d'attirer les investissements des multinationales ou d'éviter leur délocalisation, les États promeuvent la « compétitivité » de leur territoire. Ils cherchent à satisfaire la voracité du capital en accordant de juteuses subventions pour les investissements, sous forme de subsides à l'emploi, de détaxation ou de réduction des cotisations patronales. Ces cadeaux coûtent cher aux finances publiques. Que ce soit dans les pays du Sud ou, de plus en plus, dans ceux du Nord, les gouvernements optent pour les solutions promues par les programmes d'ajustement structurel : les États cherchent à équilibrer les finances publiques en sabrant dans les dépenses des services publics, touchant particulièrement le secteur des soins (santé, petite enfance, culture et enseignement).

De plus en plus relégué à la sphère privée, le secteur des soins reste largement assuré par les femmes. Leur double journée ne relève pas du mythe : en France, les résultats d'une enquête menée par l'Insee en 2010 montrent que les mères en couple consacrent en moyenne 34 heures par semaine aux tâches ménagères, tandis que les hommes n'en consacrent que 18 heures<sup>3</sup>.

1. Danièle Kergoat, « Se battre, disent-elles... », *La Dispute*, 2012. Les « qualités féminines » ne sont pas naturelles. Il s'agit des constructions sociales et historiques. Comme expliquait Simone de Beauvoir, « on ne naît pas femme, on le devient ». De Beauvoir appuie sa thèse en retraçant l'éducation des filles depuis l'enfance, en passant par l'adolescence jusque dans sa vie sexuelle. À chaque étape, Beauvoir illustre comment les filles sont socialisées pour devenir des femmes. Les caractéristiques de la féminité furent créées par les hommes, qui durant des siècles ont eu le monopole de la science, de la littérature, de l'art, de la politique, des médias, etc. c'est-à-dire des espaces de pouvoir à travers lesquels ils ont décrit et construit les « qualités féminines ». Les caractéristiques de la féminité, ainsi construites, correspondent à un être passif, docile, doux, inférieur à l'homme et donc objet de désir masculin, sociabilisé pour exister à travers le regard masculin, car le but d'une femme c'est de trouver son « prince charmant », devenir épouse et mère. Contrairement à l'imaginaire de construction masculine, qui se pense sans la femme, comme « l'aventurier », « le héros », maître de son propre destin. Voir Simone de Beauvoir, « Le deuxième sexe » *Tomes I et II, Folio Essais*, Gallimard, 1986.

2. Jules Falquet, « De gré ou de force. Les femmes dans la mondialisation », *La Dispute*, 2008.

3. Institut national de la statistique et des études économiques, « Enquête Emploi du temps », 2010. <https://www.insee.fr/fr/>

La salarisation des femmes dans une société patriarcale n'a pas que des conséquences sur la « double journée ». Elle accentue également l'invivabilité et la dévalorisation du travail reproductif<sup>4</sup>. Étant donné que les femmes se montrent capables de s'occuper du travail salarié et du travail « domestique », l'idée selon laquelle ce travail ne requiert ni trop d'efforts, ni trop de temps, est renforcée.

Si pour certaines femmes (plus « privilégiées » que d'autres par leur classe ou par leur nationalité) l'entrée dans le salariat a permis une amélioration des conditions matérielles de vie en offrant une source d'émancipation, les différences avec leurs équivalents masculins restent évidentes. Les données Eurostat montrent que dans les pays de l'Union européenne, l'écart salarial horaire entre les femmes et les hommes est de 16 %<sup>5</sup>. Cet écart salarial s'inscrit dans la durée, car, à moindre salaire, moindre retraite. Celui-ci est redoublé par le temps partiel : dans l'Union européenne, les femmes sont en moyenne beaucoup plus nombreuses que les hommes à travailler à temps partiel (31,3 % de femmes contre 8,3 % d'hommes à temps partiel)<sup>6</sup>. Ces inégalités entre hommes et femmes sur le marché du travail sont à mettre en lien avec plusieurs facteurs. L'un d'entre eux concerne la ségrégation et la hiérarchisation sexuelle du marché du travail. Comme expliqué plus haut en citant Jules Falquet, les secteurs masculins restent plus « qualifiés » que les secteurs féminins, et donc, mieux rémunérés. La « qualification professionnelle » est une construction sociale et historique, établie par des accords et des négociations, officialisée par des conventions collectives, qui servent à déterminer des grilles de classification des emplois, des diplômes et des niveaux hiérarchiques. Ces négociations passées entre les organisations syndicales et patronales, dont les représentants sont majoritairement des hommes, reflètent la hiérarchisation sociale entre hommes et femmes. Les emplois à forte main-d'œuvre féminine sont ainsi délaissés, considérés comme étant moins qualifiés. Et ceci est d'autant plus fort lorsqu'il s'agit des travaux de reproduction.

statistiques/2123967. Les tâches prises en considération par l'enquête concernent : la cuisine, la vaisselle, le ménage, le rangement, les soins matériels aux enfants et personnes dépendantes, le linge, la gestion du ménage, la conduite, l'accompagnement des enfants ou d'une autre personne, les courses, le shopping, le bricolage, le jardinage et les jeux avec les enfants.

4. Le travail reproductif concerne toutes les activités consacrées à la reproduction biologique et sociale de l'être humain ainsi que de sa force de travail.

5. <http://ec.europa.eu/eurostat/documents/2995521/8718282/07032018-BP-FR.pdf/b1e3aa49-b73a-4a95-99a7-e6e22962be3d>

6. <https://ec.europa.eu/transparency/regdoc/rep/1/2017/FR/COM-2017-252-F1-FR-MAIN-PART-1.PDF>

Enfin, la salarisation des femmes des classes moyennes du Nord s'insère dans un contexte de restructuration internationale du marché du travail. Ce processus a impliqué le recours grandissant à des femmes du Sud pour pallier les besoins en main-d'œuvre pour le travail domestique et les soins. L'emploi des migrantes est devenu crucial<sup>1</sup>. Comme le travail reproductif est dévalorisé, ses conditions et sa redistribution sont les moins considérées.

**La salarisation des femmes des classes moyennes du Nord a impliqué le recours grandissant à des femmes du Sud pour pallier les besoins en main-d'œuvre pour le travail domestique et les soins. Un secteur dont les conditions et les salaires sont les moins considérés.**

## Politiques migratoires : l'intensification de la violence faite aux femmes

Dans le même temps, la circulation de ces travailleuses est de plus en plus difficile. Le contrôle migratoire s'avère particulièrement drastique pour la mobilité des femmes qui sont de plus en plus soumises au « continuum de l'échange économique-sexuel ».

Le concept de « continuum de l'échange économique-sexuel » a été élaboré par Paola Tabet pour désigner l'ensemble des relations sexuelles entre hommes et femmes impliquant une transaction économique dans laquelle les femmes fournissent des services sexuels pour lesquels les hommes offrent une compensation. Selon cette auteure, il existe une diversité de rapports allant du mariage à la prostitution et qui comprend des formes très différentes entre ces deux extrêmes. Tabet montre qu'il n'existe pas une opposition binaire entre mariage et prostitution. Il s'agit d'une série de relations variables dont il est possible d'établir un continuum, c'est-à-dire, une série d'éléments communs aux différentes relations. L'accès inégal aux ressources (salaires inégaux et accès au travail inégal) « constituent autant d'éléments matériels bien connus qui continuent à forger la dépendance des femmes aux hommes, y compris sur le plan individuel, et partant, à instituer l'échange économique-sexuel comme forme générale des rapports entre les sexes »<sup>2</sup>.

Dans le contexte actuel des politiques migratoires visant le renforcement du contrôle des

1. Concernant les enjeux portant sur le travail domestique et l'immigration, lire Laura Merla et Florence Degavre, « Travail domestique des migrantes et solidarité familiale transnationale : Des éléments-clés pour repenser l'accès à la défamilialisation dans les États sociaux européens », dans Catherine Bourgeois (sous la dir.) « Les fausses bonnes idées pour les femmes. Sortir du sexisme et du capitalisme », Bruxelles, Pensées Féministes, 2014.

2. Paola Tabet, « La grande arnaque. Sexualité des femmes et échange économique-sexuel », *L'Harmattan*, 2004, p.70.

frontières, la mobilité des femmes est rendue de plus en plus difficile en dehors du « continuum de l'échange économique-sexuel ». Ainsi, par exemple, pour celles qui migrent sans disposer d'un visa, les formes de « compensation » aux « services » sexuels<sup>3</sup> sont très variées. Il peut s'agir d'une aide ou tout simplement d'un droit de passage pour pouvoir circuler dans certains territoires afin de rejoindre les frontières du pays de destination ; d'une partie du prix à payer aux passeurs ; de l'accès à un logement durant la traversée ou une fois arrivé au pays de destination ; de l'accès ou du maintien d'un emploi (lorsqu'elles ne disposent pas d'un permis de séjour) ; voir même, du mariage avec un citoyen du pays de destination lui permettant d'obtenir un permis de séjour. Concernant cette dernière situation, Selma Benkhalifa (avocate à Progress Lawyers Network) souligne que la loi belge sur le regroupement familial conditionne ce regroupement à la cohabitation avec le conjoint durant cinq ans, avant de pouvoir entamer des démarches pour obtenir le droit de séjour individuel. Cette situation s'avère très problématique pour des femmes victimes de violence conjugale. En effet, lorsque la victime veut quitter son domicile, elle doit prévenir l'Office des étrangers, déposer plainte à la police et montrer des preuves « tangibles » de l'agression (comme un certificat médical)<sup>4</sup>. Or, il faut savoir qu'en Belgique, 80% des affaires de violences (physiques et sexuelles) envers les femmes sont classées sans suite<sup>5</sup>. En portant plainte contre leurs agresseurs, elles ont beaucoup plus de chances d'être expulsées du pays que d'être protégées de ceux-ci.

De l'autre côté du « continuum de l'échange économique-sexuel », se trouvent les femmes qui exercent la prostitution. En Belgique, les derniers événements ont porté cette question sur la scène publique. En un mois, deux travailleuses du sexe ont été assassinées par leurs clients : Laura (le 23 mai 2018), une jeune originaire de Roumanie et Eunice (le 5 juin), originaire du Nigéria.

3. Les services sexuels en échange des « compensations » ne sont pas librement consentis dans une société patriarcale où l'accès aux ressources des femmes et des hommes est inégal. Situation renforcée dans les conditions de migration « illégale ».

4. Intervention de Selma Benkhalifa lors de la journée d'étude « Femmes avec ou sans toit ». Organisée par l'Université des Femmes, 22 mars 2018.

5. Entretien avec Selma Benkhalifa par Maryam Benayad et Sabine Panet « Dans les yeux de Selma Benkhalifa. Engagement, résistance, solidarités », dans « Racisme en Belgique », *Revue Axelle, Hors-série*, 2018.

## À Bruxelles, les travailleuses immigrantes du sexe font entendre leurs voix

La nuit du 5 juin 2018, Eunice, une jeune Nigérienne, est poignardée à mort par un client âgé de 17 ans. Son assassinat suscite la colère généralisée de ses collègues du quartier Nord qui, en apprenant la nouvelle, décident d'éteindre les néons des vitrines en signe de protestation. L'exercice de la prostitution est territorialement divisé selon les nationalités des femmes. Eunice exerçait dans la Rue de Linné où la plupart des travailleuses sont Nigériennes. Ce qui explique que les « grévistes » du 6 juin étaient majoritairement originaires de ce pays. Suite à cette action, elles ont organisé une marche en commémoration d'Eunice qui, comme la plupart de ses collègues, ne disposait pas d'un permis de séjour, travaillait dans la prostitution non seulement pour gagner sa vie (perdue en travaillant à l'âge de 22 ans), mais aussi, pour subvenir aux besoins de sa famille au Nigéria. Grâce à cette action, les médias ont relayé les conditions de ces travailleuses du sexe. Et on a pu entendre leurs voix, expliquant leur « sentiment d'insécurité en tant qu'africaines »; mais aussi leurs situations de précarité en tant que sans-papiers, ce qui les pousse à travailler dans des « conditions sanitaires souvent épouvantables »<sup>1</sup>. Une précarité renforcée par les prix de location des vitrines et les politiques communales. En effet, la rue de Linée (comme sa parallèle la rue des Plantes), où les prostituées

1. <http://plus.lesoir.be/160968/article/2018-06-05/bruxelles-les-travailleuses-du-sexe-du-quartier-nord-en-greve-apres-le-meurtre> et <http://www.lalibre.be/regions/bruxelles/nord-de-bruxelles-les-travailleuses-du-sexe-en-greve-ce-mercredi-5b169deb5532523bbaa5b52c>

travaillent en carrée (vitrine louée avec un bail privé), se situe à la fois sur la commune de Schaerbeek et de Saint-Josse. Selon une analyse publiée par IEB en 2012, la commune de Saint-Josse applique une taxe pour les propriétaires d'une carrée qui s'élève à plus de 650€ par an. Les propriétaires réclament cette taxe aux locatrices qui n'ont d'autre choix que de la payer. En effet, les propriétaires de carrées ont la mainmise sur le marché car il y a plus de demandes que d'offres de location, ce qui provoque une forte augmentation des loyers qui, en 2012, avoisinaient au minimum 850€ mensuel pour 35m<sup>2</sup>. Et, certains s'élevaient à plus de 700€ par semaine. En outre, il existe un système de remise du pas de porte à charge de la nouvelle locatrice à l'ancienne; en 2012 ce montant variait entre 17.000€ et 25.000€. Quant à la Commune de Schaerbeek, celle-ci applique, en 2018, une taxe de 4.160€ par an, avec une indexation annuelle au taux de 2,5%<sup>2</sup>. Un pourcentage bien supérieur à celui appliqué à n'importe quel rez-de-chaussée commercial pour travailler dans des conditions dénoncées par ces femmes comme étant souvent insalubres et sur un territoire où le sentiment d'insécurité ne cesse de croître.

2. Inter-environnement Bruxelles, « Les lieux de prostitution », février 2012, <http://www.ieb.be/Les-lieux-de-prostitution>. Le montant correspondant à la taxe appliquée par la commune de Schaerbeek est calculé par nous, sur base de données correspondantes au montant de la taxe en 2012 et au taux d'indexation annuel.

## « Développement » et nouvelles configurations migratoires

L'accumulation primitive du capital a fait de l'Europe le plus important territoire d'origine des migrations de l'histoire. Des millions de colons, mais aussi des personnes fuyant la misère et la persécution politique ont pu commencer une nouvelle vie dans un autre pays sans qu'on leur réclame un visa ou un permis de séjour. Ils ont trouvé une terre d'accueil, là où le développement industriel n'avait pas encore imprégné tous les rapports sociaux, mais, surtout, là où les classifications raciales offraient plus de chances d'épanouissement aux Européens qu'aux autochtones.

La fin de la Seconde Guerre mondiale fait place à une nouvelle réorganisation économique caractérisée par l'internationalisation de la production et la reconfiguration des rapports Nord-Sud. L'extension du capitalisme dans le monde sera assurée par l'élaboration d'un modèle de « développement » conçu par des « experts » de la BM et du FMI. Les programmes d'ajustement structurel promus par ces organismes au nom du « développement » ne font que renforcer une division internationale où l'intégration des pays

du Sud dans le marché international implique un processus de spécialisation sur la production de matières premières à grande échelle et/ou des manufactures peu productives (comme l'industrie textile) ou des filières de sous-traitance (des produits destinés à l'exportation) à forte composition technologique, situées la plupart de temps dans des zones franches industrielles où la législation sociale est inexistante. Les salaires sont ainsi très bas et les conditions de travail épouvantables. Ce processus crée des déplacements migratoires ruraux et internationaux très importants, provoquant une nouvelle configuration migratoire qui sera notamment caractérisée par une « féminisation » de la migration<sup>1</sup>. Les entraves posées par les politiques migratoires internationales à la libre circulation des personnes rendront la mobilité des femmes très ardue en dehors du « continuum de l'échange économique-sexuel » et ne feront qu'accroître la violence contre les femmes.

1. Cette problématique est développée dans l'article « Accumulation du capital et féminisation de la migration », dans ce numéro.

# Accumulation du capital et féminisation de la migration

Natalia Hirtz, Gresea

**L**es crises sont inhérentes à un système qui vise toujours la croissance de la production. Elles ne sont pas seulement économiques, mais aussi politiques et environnementales. L'accaparement des terres par de grandes firmes, les conflits armés ainsi que les catastrophes environnementales causées par cette forme de production provoquent une reconfiguration de la migration.

La « santé » du capitalisme repose sur la reproduction du capital. Cela implique une économie en croissance permanente, c'est-à-dire une augmentation constante de la production et de la vente de marchandises. Lorsque le capital ne parvient pas à être réinvesti pour créer de nouvelles marchandises, le système connaît une crise de « surproduction »<sup>1</sup>. Pour éviter ou limiter cette crise, les capitalistes doivent étendre leur territoire pour assurer de nouveaux débouchés et disposer de nouveaux espaces pour investir.

Or, cette extension territoriale du capitalisme ainsi que les ressources naturelles nécessaires à la production de marchandises (et à la vie) ne sont pas infinies. Cette rareté relative conduit à une nouvelle phase de concentration du capital qui implique la dépossession d'une bonne partie de la population mondiale. Cette dépossession se concrétise, notamment, par l'appropriation de nouveaux territoires (et donc des ressources naturelles), l'imposition de rapports capitalistes à une partie de la population mondiale (paysans et autochtones qui jusque là vivaient de manière relativement autonome), la privatisation des biens publics et des biens communs<sup>2</sup> (comme le patrimoine génétique des semences, les zones de pêche, etc.) ainsi que par l'intégration dans le système financier d'une population croissante à travers le crédit<sup>3</sup>. Ce processus implique également la relocalisation d'une partie de l'équipement industriel des multinationales dans des pays du Sud (notamment des secteurs à forte intensité de main-d'œuvre,

comme le textile et l'électronique) ; la formation de zones industrielles libres de toute régulation et organisées pour une production orientée vers l'exportation (zones franches) ; ainsi que la capacité acquise par les sociétés transnationales de restructurer leurs activités productives sur base d'une véritable ligne de montage globale<sup>4</sup>.

Cette accumulation du capital par dépossession provoque un grave appauvrissement d'une majorité de la population mondiale. Les plus touchées sont les communautés paysannes, autochtones et les populations pauvres urbaines. Parmi celles-ci, les premières à subir les conséquences de cette accumulation du capital par dépossession sont les femmes, puisqu'elles représentent 70% de la population pauvre dans le monde<sup>5</sup>. La Banque Mondiale (BM) voit dans « l'entrée des femmes sur le marché du travail » la solution à ce problème<sup>6</sup>. Goldman Sachs est du même avis<sup>7</sup>. Cette solution magique proposée par les grandes organisations internationales semble pourtant ignorer les résultats du rapport du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme, soulignant que les femmes pauvres des pays les moins bien lotis sont le « réservoir de main-d'œuvre à bon marché pour les chaînes de

4. Charles-Albert Michalet, « Qu'est-ce que la mondialisation? », La découverte, 2004.

5. <http://www.haut-conseil-egalite.gouv.fr/stereotypes-et-roles-sociaux/fiches-de-synthese-5/article/les-femmes-pauvres-parmi-les>.

6. Banque Mondiale, source vidéo, <http://wbl.worldbank.org/en/multimedia>.

7. <https://bfmbusiness.bfmtv.com/monde/travail-revenus-inegalites-hommes-femmes-monde-chiffres-789755.html>. Pour rappel, Goldman Sachs est la banque d'investissement connue pour être en première ligne dans la fabrication de produits dérivés financiers qui ont provoqué la crise des subprimes.

1. On parle d'une crise de surproduction lorsque les firmes produisent davantage que ce que la population peut acheter.

2. Les biens communs sont des biens d'usage et d'exploitation collective.

3. David Harvey, « Géographie de la domination », Les Prairies Ordinaires, 2008.



production mondiale »<sup>1</sup>. Alors que selon le rapport publié par l'UNICEF en 2007, « les femmes accomplissent 66% du travail mondial, produisent 50% de la nourriture, mais ne perçoivent que 10% des revenus et détiennent 1% de la propriété »<sup>2</sup>.

Entre-temps, l'accapement des terres par l'agrobusiness et l'extraction des matières premières, l'importation des produits alimentaires (qui ruinent la petite paysannerie), les conflits armés (encouragés par le complexe militaro-industriel<sup>3</sup>), ainsi que les catastrophes environnementales et climatiques (sécheresses, salinisation, désertification, inondations, etc.) causées par ces formes de production provoquent une migration massive des populations rurales vers les villes et les pays du Nord. Ce processus implique une reconfiguration de la migration, caractérisée notamment par sa « globalisation » et par sa « féminisation ». Ces tendances migratoires ont été décrites et

**«La « féminisation de la migration », n'implique pas une augmentation de la proportion de migrantes (par rapport aux hommes), mais une croissance de la proportion des femmes qui migrent seules, en recherche d'un emploi.**

conceptualisées par Stephen Castles et Mark Miller<sup>4</sup>. Pour ces auteurs, la « globalisation de la migration » implique une croissance de la migration internationale ainsi que du nombre des pays d'immigration et d'émigration. Quant à la « féminisation de la migration », il ne s'agit pas tellement d'une augmentation de la proportion de migrantes (par rapport aux hommes), mais plutôt d'une croissance de la proportion des femmes qui migrent seules, en recherche d'un emploi. Alors qu'avant les années 1990, la migration des femmes était majoritairement classée dans la catégorie « réunification familiale ». Actuellement, la proportion des migrantes est équivalente à celle des migrants<sup>5</sup>.

## Le modèle extractiviste

Depuis la fin des années 1960, la pénétration du capitalisme dans des territoires qu'il ne dominait

1. Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM), « Qui est responsable des femmes ? », 2009. [http://www.unifem.org/progress/2008/media/POWW08\\_Report\\_Full\\_Text\\_fr.pdf](http://www.unifem.org/progress/2008/media/POWW08_Report_Full_Text_fr.pdf).

2. <http://www.haut-conseil-egalite.gouv.fr/ressources/reperes-statistiques-98/?debut=10>.

3. Le « complexe militaro-industriel » fait allusion aux relations complexes entretenues entre l'industrie de l'armement, les forces armées, les entreprises privées de sécurité ou les groupes plus ou moins informels (comme les paramilitaires ou mécènes) et les décideurs publics d'un gouvernement.

4. Stephen Castles et Mark Miller, « The Age of Migration », Guilford Publications, 2003.

5. Nations Unies, « International Migration Report 2017 », 2017, <http://www.un.org/en/development/desa/population/migration/publications/migrationreport/docs/MigrationReport2017.pdf>.

pas entièrement s'est accélérée. D'abord, avec le développement de la propriété intellectuelle des variétés végétales, des centaines de millions de paysans, de plus en plus dépendant.e.s des semences brevetées par de grandes firmes, ont été progressivement intégré.e.s dans des rapports de production capitalistes. Cette tendance s'est renforcée durant les années 1990, avec le développement des organismes génétiquement modifiés (OGM), accentuant la dépendance des paysans vis-à-vis des grandes firmes, non seulement pour l'achat de semences, mais aussi pour celui de pesticides, d'herbicides et de fertilisants spécifiquement conçus pour ce type de culture qui entraîne, en même temps, la disparition de nombreuses variétés traditionnelles. La culture des OGM s'accompagne d'une logique industrielle qui implique la concentration toujours plus poussée des petites parcelles, la monoculture intensive des produits pour l'exportation et la déforestation massive (nécessaire à l'expansion de ces cultures, souvent employées pour l'alimentation des animaux d'élevage ou pour la production d'agroénergie). Cette agriculture intensive ne provoque pas seulement l'appauvrissement des populations paysannes, mais aussi de graves problèmes environnementaux et sanitaires, avec des conséquences en matière d'érosion et d'épuisement des sols, de pollution (de la terre, de l'eau et de l'air) et de réduction de la biodiversité.

Durant les années 1990, le développement accéléré des technologies agricoles (OGM, engrais, herbicides, pesticides, systèmes d'irrigation, etc.) et extractives (extraction minière à grande échelle et à ciel ouvert, exploitation des hydrocarbures non conventionnels comme le fracking ou les sables bitumineux, etc.) s'est accompagné d'une nouvelle vague de dépossession et d'accapements des terres à grande échelle. Cette « révolution verte » a donné naissance au modèle « extractiviste »<sup>6</sup>. L'exploitation intensive et extensive des ressources naturelles requiert aussi la construction de nouvelles infrastructures qui accentuent la dégradation environnementale et impliquent, souvent, l'expropriation de territoires produisant de nouveaux déplacements de populations. C'est le cas de la construction de gigantesques barrages pour l'irrigation et la production d'électricité.

Comme le souligne Silvia Federici, le processus actuel d'expropriations des terres des populations paysannes et autochtones, ainsi que la détérioration

6. Un modèle extractiviste est basé sur la surexploitation de ressources naturelles, en grande partie non renouvelables, ainsi que sur l'extension des frontières vers des territoires autrefois jugés improductifs (Maristella Svampa, « Consensus des matières premières, tournant éco-territorial et pensée critique en Amérique latine », *Alternatives Sud*, vol. 20, Centre Tricontinental-Syllepse, 2013).

de l'environnement causé par les projets extractivistes se réalisent dans le Sud en appliquant une violence extrême sur des populations composées essentiellement de femmes et d'enfants. En Amérique latine, les femmes se retrouvent en première ligne de la lutte contre ces projets car, dans la plupart de cas, les hommes ont déjà émigrés pour trouver un emploi en ville. Les femmes, les enfants et les personnes âgées, gardiennes des territoires et chargées d'assurer la production des aliments et la reproduction de la vie (de leurs communautés comme celle de la nature, menacée par les projets extractivistes) sont les premières à se confronter aux forces militaires, policières ou paramilitaires qui déploient des actions violentes pour les chasser du territoire et contrôler les conflits sociaux ainsi que les diverses formes de boycott exercées par ces communautés contre les mégaprojets<sup>1</sup>.

Les communautés qui résistent à l'implantation de ces projets sont nombreuses, comme les Zapatistes au Chiapas, les communautés Mapuches en Argentine et au Chili, le peuple Sarayaku en Équateur<sup>2</sup> ou les femmes de Landless Women Association du Bangladesh qui, depuis 1992, ont occupé et récupéré de milliers d'hectares<sup>3</sup>. Les exemples sont innombrables. Ainsi, en Argentine, un pays où les communautés autochtones sont minoritaires (environ 1 million de personnes<sup>4</sup> pour une population totale de plus de 44 millions d'habitants), il existe 38 ethnies (officiellement reconnues par la Constitution nationale depuis 1994). Ces populations sont de plus en plus repoussées vers des territoires éloignés des sources d'eau et où l'agriculture, la pêche ou la chasse sont presque impraticables<sup>5</sup>. Dépossédées des moyens de production nécessaires à la reproduction de leur vie (la terre, les rivières, les lacs, etc.), elles doivent migrer vers d'autres territoires pour rechercher un emploi. Or, cette dépossession des communautés autochtones ne se réalise pas sans conflits. Pratiquement toutes les communautés luttent contre des projets extractivistes, comme l'exploitation du gaz et du pétrole non

1. Entretien avec Silvia Federici, décembre 2016.

2. Village situé au cœur de l'Amazonie équatorienne où habitent environ 1.200 personnes dans un territoire de 135.000 hectares. Grâce à son combat, cette communauté a obtenu le titre de propriété collective des terres et possède son propre mode de gouvernement. Voir à ce propos : <https://www.frontieredevie.net/fr/peuple.htm>.

3. Silvia Federici, « Femmes, luttes pour la terre et mondialisation : une perspective internationale », 2004, dans Silvia Federici, « Point zéro : propagation de la révolution. Salaire ménager, reproduction sociale, combat féministe », *Racine de l'Xe*, 2016, pp. 197-216.

4. Instituto Nacional de Estadística y Censos de la República Argentina (Indec), « Censo 2010, pueblos originarios », [https://www.indec.gob.ar/nivel4\\_default.asp?id\\_tema\\_1=2&id\\_tema\\_2=21&id\\_tema\\_3=99](https://www.indec.gob.ar/nivel4_default.asp?id_tema_1=2&id_tema_2=21&id_tema_3=99).

5. Pour la distribution territoriale de ces communautés, voir : [https://www.indec.gob.ar/nivel4\\_default.asp?id\\_tema\\_1=2&id\\_tema\\_2=21&id\\_tema\\_3=99](https://www.indec.gob.ar/nivel4_default.asp?id_tema_1=2&id_tema_2=21&id_tema_3=99).

conventionnel (dans les provinces de Neuquén, Rio Negro, La Pampa et Mendoza), l'agro-industrie (dans un pays où la plantation du soja transgénique occupe plus du 60% du territoire cultivé), l'extraction minière à grande échelle et à ciel ouvert, etc.

Partout dans le monde, les résistances des communautés paysannes et autochtones aux formes de violences et de dépossession deviennent un enjeu majeur contre l'extension territoriale du capitalisme. La concentration des territoires et des ressources crée les conditions nécessaires à l'émergence d'une nouvelle main-d'œuvre « libre », dépossédée des moyens de production, toujours plus précaire et plus disciplinée (par la terreur et le processus migratoire), et obligée de quitter son territoire pour vendre sa force de travail dans des zones franches ou dans des secteurs urbains informels. Processus qui, comme le souligne Jules Falquet, ne fait qu'accentuer la division sexuelle du travail et la domination masculine. Les migrantes se trouvent en effet cantonnées dans certains secteurs industriels ou agricoles faiblement qualifiés ou dans les « services », majoritairement domestiques et sexuels<sup>6</sup>.

**La concentration des territoires et des ressources crée les conditions nécessaires à l'émergence d'une nouvelle main-d'œuvre « libre », dépossédée des moyens de production et obligée d'émigrer pour vendre sa force de travail.**

Enfin, les secteurs profitant du développement des projets extractivistes sont nombreux. Le « complexe militaro-industriel » joue un rôle prépondérant et bénéficie largement des conflits provoqués par les processus de dépossession des terres. Premièrement, dans la plupart des territoires où se trouvent des ressources rares (comme l'or, le pétrole, le gaz, le coltan, les diamants, le cuivre, le lithium, le lanthane, etc.) et d'autres ressources non renouvelables, les entreprises sont généralement protégées par l'installation de bases militaires. Ainsi, au Guatemala, une bonne partie des projets agro-industriels, miniers, pétroliers et des barrages hydrauliques sont concentrés dans la Frange transversale Nord (FTR) du pays<sup>7</sup>. Des détachements militaires sont stationnés tout au long de la FTN, là où la Banque centraméricaine d'intégration économique prévoit de financer la construction d'une autoroute pour faciliter l'exploitation

6. Jules Falquet, « De gré ou de force. Les femmes dans la mondialisation », *La Dispute*, 2008. Voir à ce propos l'article intitulé « Restructuration internationale du marché du travail et reconfiguration de la migration », dans ce numéro.

7. La FTR est formée par les départements de Huehuetanango, Quiché, Alta Verapaz et Izabal, dans les frontières avec le Mexique, Belize et Honduras.

## Lutte féministe contre les projets extractivistes au Guatemala

Au Guatemala, comme dans beaucoup de régions du Sud, le développement des projets extractivistes s'impose de manière très violente. Les firmes recrutent des milices de sécurité privée, les groupes paramilitaires se multiplient et, lorsqu'il y a conflit, l'État fait intervenir la police et/ou l'armée. Les assassinats et les violences sexuelles envers les femmes se multiplient. Les pouvoirs publics, quant à eux, se déchargent de leurs responsabilités sur les groupes paramilitaires dont ils facilitent le déploiement dans la région. Face à ces attaques, les femmes ont commencé à s'organiser. C'est le cas des femmes de la communauté Xinka de la montagne de Xalapán (située au sud-est du Guatemala) qui ont donné naissance au courant féministe dit « communautaire ». En 2003, elles fondent l'Association des femmes indiennes de Santa María de Xalapán, « Amismaxaj ». Particulièrement actives dans la défense du territoire contre les grandes propriétés terriennes et les projets extractivistes ainsi que contre les féminicides et la violence sexuelle, elles forgent le concept de « territoire-corps », en allusion à la défense et la récupération « du territoire-corps et du territoire-terre ». En résonance avec de nombreux collectifs de femmes d'Amérique latine en lutte contre les

projets extractivistes et organisés en dehors de la coopération internationale (qu'ils dénoncent pour son rôle « dépolitisant »), le féminisme communautaire défend l'autonomie des communautés autochtones et par là, la sauvegarde des territoires, des rapports sociaux et des modes de production non capitalistes<sup>1</sup>. Leur lutte s'attaque aussi au patriarcat, qu'il soit « communautaire » ou « capitaliste ». Dans sa présentation, Amismaxaj signale que le groupe émerge « d'une transgression qui part d'un regard critique sur l'identité ethnique essentialiste pour construire une identité politique permettant [...] de questionner nos logiques culturelles d'oppression historique, issues d'un patriarcat ancestral originaire qui s'est refunctionalisé avec la pénétration du patriarcat colonisateur »<sup>2</sup>. La convergence des combats féministes, autochtones, anticapitalistes et antiracistes, dévoile le lien intrinsèque entre les violences patriarcales, coloniales et capitalistes. Elle propose une vision globale qui fait apparaître le continuum historique entre la colonisation, le racisme, le patriarcat et le système de production capitaliste.

1. Jules Falquet, « Pax neoliberalia. Perspectives féministes sur (la réorganisation de) la violence », *Racine de l'Xe*, 2016, pp. 135-170.

2. Présentation d'Amismaxaj, traduit et cité par Jules Falquet, *Op.Cit.* p. 160.

des ressources et le transport de marchandises<sup>1</sup>. En Argentine, le gouvernement vient de formaliser son accord pour l'installation de trois bases militaires états-uniennes à Neuquén, à Misiones et en Terre de Feu<sup>2</sup>. À Misiones, se trouve l'Aquifère Guarani (nom de la communauté autochtone de cette région), l'une des ressources d'eau douce la plus importante au monde. En Terre de Feu, les glaciers continentaux constituent une importante provision d'eau. Enfin, à Neuquén se trouve le gisement de gaz et de pétrole de schiste Vaca Muerta<sup>3</sup>.

## Crises climatiques

Les catastrophes environnementales provoquées par le changement climatique sont aujourd'hui une des causes importantes de migration. Les sécheresses prolongées, la désertification, la salinisation des terres ou les inondations à répétition, provoquent des famines et ruinent les petit.e.s agriculteur.rice.s. Ces crises ont des répercussions dans les territoires situés à proximité des régions affectées, car elles poussent les prix des denrées alimentaires à la hausse, provoquant un important appauvrissement des habitant.e.s. Cette tendance ne cesse de s'aggraver. Selon un rapport publié en mars par l'UE, la FAO

## Catastrophes climatiques, projets extractivistes et migration : le cas des communautés autochtones du « Bosque seco » (Pérou)

Dans les parcours migratoires, projets extractivistes, accumulation du capital, dépossession et catastrophes climatiques peuvent s'imbriquer l'un dans l'autre de manière empirique. Ainsi, les communautés autochtones du « Bosque seco » (correspondant à l'écosystème du désert de la région de Piura, situé sur la côte nord du Pérou) possèdent des droits traditionnels sur des centaines d'hectares de cette région. Mais elles ne possèdent pas toujours l'acte de propriété de ces terres. Durant la dernière décennie, des firmes agro-industrielles ont acquis des parts entières de ce territoire (des zones non habitées). En mars 2017, les communes Catacaos et Cura Mori de Piura ont été inondées par le débordement de la rivière de Piura, causé par le phénomène appelé « el niño costero ». Vingt-mille habitant.e.s ont perdu leur logement et 1.500 familles ont dû quitter leur territoire de manière définitive car les villages ont été détruits. Elles se sont déplacées vers le centre du Bosque seco, dans les zones « inhabitées » des terres sur lesquelles elles possèdent un droit traditionnel. Or, leur nouvelle installation a été entravée par les firmes agro-industrielles qui ont

installé des barrières pour séparer les terres et ont recruté des services de sécurité privés pour contrôler l'accès et le passage des communautés. Devant cette situation, les personnes déplacées se sont installées dans des campements (installations provisoires des terres « occupées »), qui ne disposent d'aucune infrastructure ni d'aucun service public. Beaucoup d'entre elles se sont organisées en créant le Frente de Defensa de las Tierras de Cura Mori (Front de défense des terres de Cura Mori), qui se bat pour l'obtention de titres de propriété collective. Mais d'autres ont dû chercher un nouvel emploi dans la zone la plus proche, c'est-à-dire, dans l'agro-industrie. Cette situation est source de tensions au sein de la communauté, entre ceux/celles qui se battent contre ces firmes et cherchent à faire reconnaître leurs droits à la terre pour pouvoir reconstruire leurs villages et celles/ceux qui travaillent pour les firmes<sup>1</sup>.

1. María Luisa Burneo, « Nuevas lógicas comunales y técnicas territoriales para la apropiación del desierto: el caso de los comuneros de Catacaos frente al avance de la agroindustria en la costa del Perú », conférence 56° Congreso de Americanistas, Salamanca, Espagne, 18 juillet 2018.

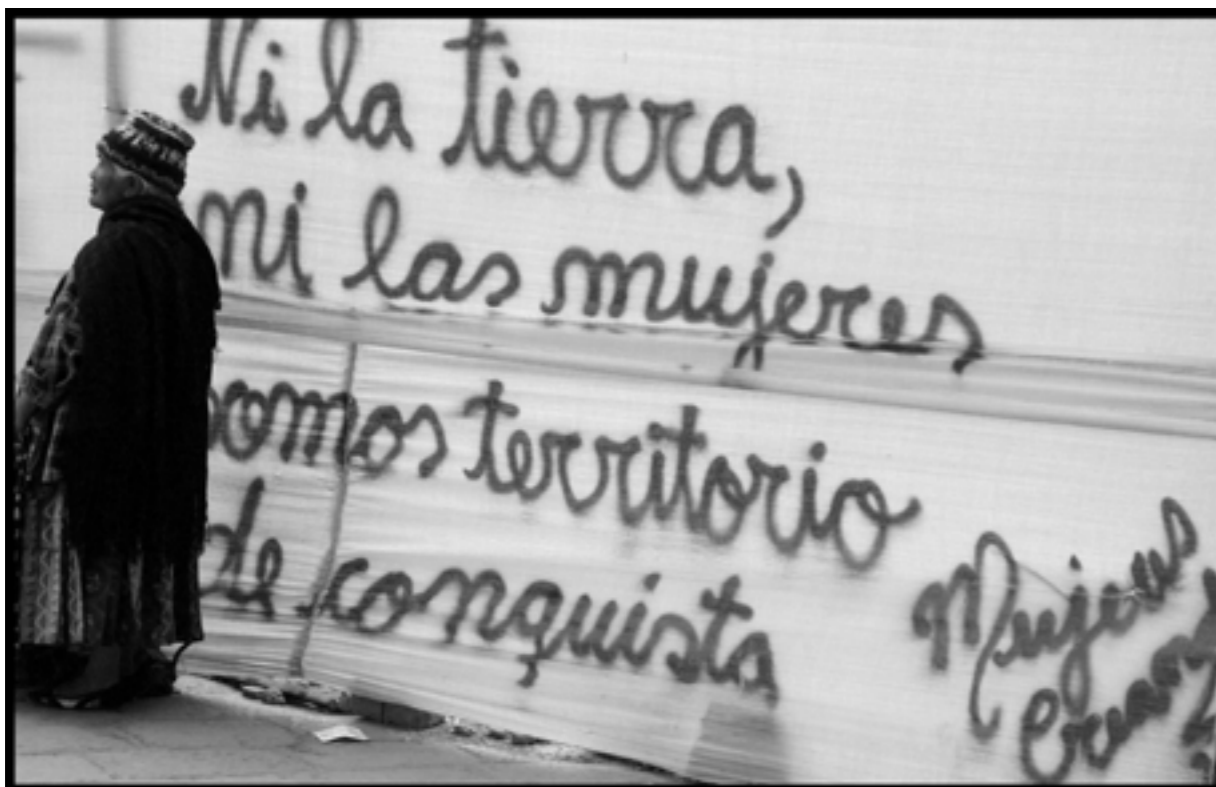
1. Jules Falquet, « Luittes (dé)coloniales autour du territoire-corps : de la guerre à l'extractivisme néolibéral au Guatemala », dans Jules Falquet, « Pax neoliberalia. Perspectives féministes sur (la réorganisation de) la violence », *Racine de l'Xe*, 2016, pp. 135-170.

2. Cet accord fut élaboré en 2016 par le gouvernement argentin actuel (présidé par Mauricio Macri) et Obama. Mais il n'était pas encore confirmé. Voir à ce propos Nicolás Hirtz, « La restauration néolibérale », *Gresea Echos* n° 18, « Le virage à droite en Argentine », 2016.

3. Voir à ce propos Grégory Lassalle « Hydrocarbures non conventionnels et propagande », *Gresea Echos* n° 18, « Le virage à droite en Argentine », 2016.

(Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture) et le PAM (Programme alimentaire mondial), la population en situation d'« insécurité alimentaire grave » a augmenté en 2017. Elle touche désormais 124 millions de personnes dans 51 pays (notamment en Afrique et au Moyen-Orient)<sup>4</sup>. Selon

4. Union européenne, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et Programme alimentaire mondial des Nations Unies, « Rapport mondial sur les crises alimentaires », 2018.



Graffiti du collectif féministe Mujeres Creando (Bolivie). «Ni la terre ni les femmes, nous ne sommes des territoires de conquête».

l'Atlas mondial de la désertification, publié par le service scientifique de la Commission européenne, une surface égale à la moitié de la superficie de l'Union européenne est dégradée chaque année. L'Afrique et l'Asie étant les continents les plus touchés<sup>1</sup>.

Comme le souligne François Gemenne, les pays sont inégaux face au changement climatique, car si certains contribuent beaucoup plus que d'autres, ou ont davantage contribué au phénomène, d'autres en

**Les pays sont inégaux face au changement climatique. Alors que les pays du Sud sont les moins responsables du problème, ils sont les plus durement touchés par ses conséquences.**

subissent et en subiront plus lourdement les impacts. Alors que les pays du Sud sont les moins responsables du problème, ils sont les premiers et les plus durement touchés par ses conséquences. Si ces dernières années le climat s'est converti en objet de politique internationale, Gemenne souligne qu'il est devenu un terrain d'interactions complexes dans les relations internationales, façonné par des enjeux géopolitiques qui renforcent les tensions et les conflits armés<sup>2</sup>. En effet, selon plusieurs études, le changement climatique aura de graves conséquences sur les moyens de subsistance des populations. La montée des températures et la sécheresse accentueront les difficultés de production agricole et l'accès à l'eau douce, alors que l'élévation du niveau de la mer rendra les côtes inhabitables, allongeant la liste des États insulaires en voie de submersion<sup>3</sup>. Les tensions pour le contrôle des terres arables et des ressources en eau potable sont latentes dans le monde, le conflit pour le Golan entre la Syrie et Israël en est un exemple. L'accord d'installation de deux bases militaires états-uniennes dans des régions où se trouvent des sources importantes d'eau douce en Argentine (cité plus haut) en est un autre.

## Guerre, dépossession et accumulation des ressources

Comme nous venons de le voir, la nouvelle phase d'expansion du capitalisme engendre des résistances. L'accumulation par dépossession implique donc aussi des conflits armés. En effet, le nombre d'interventions militaires en Afrique, en Asie et en Amérique latine va crescendo. En 1999, 75 pays étaient en proie à une forme de guerre (33 de ces

1. Joint Research Centre, « World Atlas of desertification », European Commission, 2018. [https://wad.jrc.ec.europa.eu/sites/default/files/atlas\\_pdf/JRC\\_WAD\\_fullVersion.pdf](https://wad.jrc.ec.europa.eu/sites/default/files/atlas_pdf/JRC_WAD_fullVersion.pdf).

2. François Gemenne, « Géopolitique du changement climatique », Armand Colin, 2009.

3. Rezwan Siddiqui, « Environnement et climat au Bangladesh : des facteurs croissants de migration », Alternatives Sud, vol. 22, Centre Tricontinental-Syllepse, 2015.

conflits se concentraient sur le continent africain)<sup>4</sup>. Suite aux attentats du 11 septembre 2001, les interventions militaires internationales ont été multipliées.

Les régions atteintes ne sont pas dépourvues d'enjeux géostratégiques majeurs. La guerre est un extraordinaire outil d'accumulation par dépossession : la population se voit obligée de quitter son territoire. Dépossédée de tous ses biens, elle devient une main-d'œuvre docile pour l'expansion du marché mondial de l'emploi précaire.

La mondialisation actuelle poursuit le projet colonial d'hier avec d'autres outils. Les armes (haute-ment létales) du « modèle de développement » sont les programmes d'ajustement structurel<sup>5</sup>, les traités de libre-échange ou la protection de la propriété intellectuelle (et donc la privatisation) des variétés végétales. Ces politiques engendrent un important transfert de richesses du Sud vers le Nord. Les interventions militaires sont présentées sous le couvert d'initiatives « humanitaires »<sup>6</sup>, de « guerres contre le terrorisme », du « secours humanitaire » ou, comme c'est le cas pour l'Amérique latine, de « guerres contre la drogue »<sup>7</sup>.

Si les droits des femmes sont souvent invoqués pour justifier ces guerres (de haute ou de basse intensité), il est un fait que la violence qu'elles provoquent contre celles-ci est considérable. La violence sexuelle

4. Silvia Federici, « Point zéro: propagation de la révolution. Salaire ménager, reproduction sociale, combat féministe », Racine de iXe, 2016.

5. Voir à ce propos l'article intitulé « Restructuration internationale du marché du travail et reconfiguration de la migration », dans ce numéro.

6. Silvia Federici, Op.Cit., 2016.

7. En 2000, les États-Unis signent un accord avec la Colombie (Plan Colombie) avec l'objectif d'éradiquer la production de stupéfiants. Il s'agit notamment d'un plan visant à détruire les cultures de coca. Cette plante joue un rôle fondamental dans toute la région andine par ses utilisations médicinales et rituelles. La coca est utilisée comme ingrédient actif pour la fabrication de la cocaïne. Or, cette plante n'est pas un stupéfiant. En 2006, les États-Unis imposent une extension du « Plan Colombie » au Pérou, à la Bolivie, l'Équateur, au Brésil, Panama et Venezuela. En 2007, il lance l'initiative de Mérida à destination du Mexique et d'autres pays d'Amérique centrale et des Caraïbes. Si ces plans sont nommés « guerre contre la drogue » c'est parce qu'ils impliquent un important déploiement militaire. Des confrontations entre militaires, groupes paramilitaires, narcotrafiants se traduiront par une extraordinaire croissance de la violence, provoquant la migration des populations rurales et l'expropriation de leurs territoires. En Mexique, plus de 150.000 personnes ont été assassinées depuis le début de cette « guerre ». L'énorme majorité des victimes sont des femmes autochtones. (Source concernant le Mexique : Raul Zibechi « Movimientos sociales en América latina. El "mundo otro" en movimiento », Bajo Tierra, 2017).

est systématiquement utilisée lors des conflits. La migration forcée et, de manière plus générale, la destruction des modes de production et de vie engendrent un accroissement de la pauvreté et de nouvelles violences. Les guerres poussent les populations à quitter leur territoire dans n'importe quelle condition, ce qui est une source de profit inépuisable pour le capital (qu'il s'agisse des firmes transnationales, des petit.e.s entrepreneur.e.s ou des réseaux de passeurs) et de violence contre les migrant.e.s. Les femmes sont spécialement touchées par cette situation. Un exemple d'actualité, parmi d'autres, est le scandale dévoilé en avril par *The Guardian* sur des agences de recrutement de femmes de ménage sri-lankaises. La longue guerre civile qui a dévasté le Sri Lanka pousse des milliers de femmes à accepter n'importe quelle condition de travail pour pouvoir migrer afin de soutenir financièrement leur famille, tout en espérant la faire venir dans le pays « d'accueil ». Dans ce contexte, *The Guardian* a dévoilé la formule utilisée par six agences de recrutement de femmes de ménage sri-lankaises pour désigner ces travailleuses migrantes : « Garanti sans grossesse ». En effet, de nombreuses agences de recrutement fournissent du Depo-Provera, un contraceptif injectable qui a une durée d'action de trois mois<sup>1</sup>. Exportées et étiquetées, comme n'importe quelle autre marchandise, ces travailleuses se trouvent dans des situations où le viol et les abus sexuels sur le lieu de travail sont non seulement banalisés, mais aussi incités par ces agences de recrutement.

En France, l'affaire Sangaris dévoile une autre dimension de la violence contre les femmes et les enfants exercée par ceux qui disent « apporter la paix » dans des territoires « en conflit » ainsi que l'impunité dont ils jouissent. En janvier, les juges d'instruction français ont délivré une ordonnance de non-lieu pour des viols commis sur des mineurs d'âge par des militaires français de l'opération Sangaris en Centrafrique, « Opex », entre 2013 et 2016. Le non-lieu fut prononcé deux ans après la clôture de deux des trois enquêtes qui avaient été introduites pour agressions sexuelles durant ces opérations, sans qu'aucune mise en examen ne soit prononcée. Et ceci, alors que les ordinateurs de certains militaires incriminés contenaient des images et des vidéos pédopornographiques<sup>2</sup>. La résolution de cette affaire n'est pas étonnante. Les procédures mises en œuvre lorsque des militaires commettent des actes illicites

1. *The Guardian*, « Recruiters order Sri Lankan women to take birth control before working in Gulf », 6 avril, 2018. <https://www.theguardian.com/global-development/2018/apr/06/recruiters-order-sri-lankan-women-to-take-birth-control-before-working-in-gulf>.

2. Raphaël Granvaud, « L'impunité ordinaire des militaires en Opex », Mediapart, 29 janvier 2018.

dans un pays étranger laissent peu de marges pour mener à bien une enquête indépendante. En effet, les enquêtes concernant les militaires sont menées par des militaires. De plus, le procès se passe dans le pays des agresseurs, alors que le voyage des témoins est quasiment impossible.

## L'aide au « développement » pour les femmes

Les organismes financiers internationaux cherchent à « résoudre » la pauvreté et les violences envers les femmes (qu'ils conçoivent comme étant le résultat exclusif de violences conjugales) par leur entrée dans des relations formelles (contractuelles) capitalistes : que ce soit par le salariat ou par l'endettement.

Les politiques d'aide au « développement » favorisent ce processus. Ces politiques ne sont pas nouvelles mais leurs formes ont évolué. Dès 1970, Ester Boserup analysait l'impact des nouvelles techniques agricoles et l'essor des migrations vers les villes sur la division sexuelle du travail. Guidée par les objectifs de croissance économique, l'aide au développement se focalisait sur les activités marchandes des hommes des régions rurales du Sud, renforçant une séparation entre les sphères de la production et de la reproduction<sup>3</sup>. À partir des années 1980, les femmes commencent à être prises en considération par les politiques de développement. Les agences des Nations Unies promeuvent la reconnaissance de leur rôle économique en les incitant à s'investir dans l'auto-emploi et la petite production marchande. Les microcrédits et la promotion des activités génératrices de revenus deviennent les principaux outils pour « éradiquer la pauvreté »<sup>4</sup>.

Par le développement du microcrédit dans les pays du Sud<sup>5</sup>, le système financier vise un public sans

3. Ester Boserup, « La Femme face au développement économique », Puf, 1992. Comme développé dans l'article « Le sauvage, le vagabond et la sorcière. Aux racines du capitalisme » (dans ce numéro), pour ce qui concerne la période de transition capitaliste en Europe occidentale. En effet, la séparation entre les sphères « productives » et « reproductives » sont une construction sociale qui, partout dans le monde, se situe dans la formation des rapports capitalistes et qui a pour effet la dévalorisation des tâches assignées aux femmes (qui ne sont pas rétribuées économiquement car elles ne sont pas considérées comme étant un travail soit disant « productif ») et donc la dévaluation des femmes et de tout ce qui correspond au monde « féminin » ( la société apprend aux garçons à ne pas faire « comme les fillettes » ce qui est compris comme synonyme de « faiblesse »).

4. Blandine Destremau, « Au four, au moulin... et à l'empowerment. La triple captation et l'exploitation du travail des femmes dans le développement », dans Margaret Maruani (dir.) « Travail et genre dans le monde. L'état des savoirs », La Découverte, 2013, pp. 89-97.

5. L'endettement des ménages dans le monde n'a fait que croître depuis les années 1970, alors que la part des salaires dans la valeur ajoutée recule. Nous nous centrerons ici sur l'analyse des microcrédits

compte bancaire, mais relativement inséré dans des relations monétaires. Il s'agit notamment de populations rurales dont une partie du travail est dédié à la production de biens d'autosubsistance. Cette population est majoritairement féminine. Les politiques de développement viseront donc à « extraire les femmes de la misère » par l'endettement et la marchandisation de leurs activités.

Soutenues par les organismes financiers internationaux, les institutions de microcrédit se sont propagées dans les pays « en développement ». En 2014, il existait 1.045 institutions de microcrédit qui comptaient 112 millions de clients, parmi lesquels 81% étaient des femmes et 57% habitaient des zones rurales. Presque toutes les banques transnationales ont créé leur branche de microcrédit pour s'introduire dans ce secteur dont la clientèle potentielle s'élève à 2 milliards de personnes dans le monde (n'ayant pas encore de compte bancaire) et dont les taux d'intérêt pratiqués (en comptant les diverses commissions exigées pour ces emprunts et les taux officiels) oscillent entre 25% et 50%. Le taux de remboursement de ces microcrédits est supérieur à 90%<sup>1</sup>. Ce qui représente des bénéfices extraordinaires, impliquant de faibles risques.

Ce système plonge la plupart des client.e.s dans le surendettement. Cherchant à s'incorporer à n'importe quelle activité génératrice de revenus afin de rembourser leurs dettes, ces personnes, majoritairement des femmes, grossissent finalement la masse de travailleuses pour des emplois précaires, flexibles et/ou informels.

Ainsi en 2015, au Bangladesh, l'un des premiers pays à avoir inauguré le système de microcrédits, 29 millions de personnes (dont plus de 80% de femmes), disposaient d'un microcrédit dont le taux d'intérêt oscillait d'entre 35 et 50%. Vu ces taux, une grande partie de cette clientèle doit s'endetter auprès de plusieurs organismes de microfinance : lorsqu'elle n'arrive pas à rembourser à temps le premier emprunt, elle cherche un nouveau crédit auprès d'un autre organisme et ainsi de suite<sup>2</sup>. Sur base de l'illusion promue par « l'aide au développement » de l'auto-emploi et de l'accès à la consommation

---

dans les pays du Sud. Concernant l'analyse sur la croissance de l'endettement des ménages et son rapport avec la crise financière actuelle (plus centrée sur les pays du Nord) lire Henri Houben « Bilan de crise. Partis 1, 2 et 3 », 2010, dans, <http://www.gresea.be/Bilan-de-crise-1-la-dimension-allemande>; <http://www.gresea.be/Bilan-de-la-crise-2-l-euro-dimension>; et <http://www.gresea.be/Bilan-de-la-crise-3-histoire-de-petits-cochons>.

1. Eric Toussaint, « Sortir du cercle vicieux de la dette privée illégitime au Sud de la planète. Partie 3 », CADTM, 2017. <http://www.cadtm.org/Sortir-du-cercle-vicieux-de-la>.

2. Ibid.

(comme critère de sortie de la pauvreté), ces femmes se retrouvent souvent surendettées. En Inde, au cours des 20 dernières années, on estime à plus de 300.000 les suicides de paysan.ne.s endetté.e.s<sup>3</sup>.

Ce n'est pas un hasard si ces microcrédits ciblent majoritairement les femmes. Les organismes financiers savent comment tirer un maximum de profits tout en limitant les risques : les conditions concrètes des femmes (vis-à-vis des responsabilités concernant la famille) et leur sociabilisation en tant que « femme » les rendent plus enclines à tout faire pour rembourser leurs dettes. Quitte à migrer en ville ou dans un autre pays, en laissant les enfants à charge d'autres femmes, pour intégrer le marché de l'emploi.

### Migration rurale et zones urbaines « hyper dégradées »

Depuis 2014, la population urbaine a dépassé la population rurale<sup>4</sup>. Ce processus crée un important développement de « mégapoles »<sup>5</sup> dans le monde. Alors qu'en 1980 il n'existait que 7 mégapoles (New York, Tokyo, Mexico, São Paulo, Shanghai, Osaka et Buenos Aires), en 2011, elles étaient 25. Parmi celles-ci, 12 sont situées dans des pays asiatiques, 4 en Afrique et 5 en Amérique du Sud<sup>6</sup>. Actuellement, il existe 31 mégapoles dans le monde et, selon l'ONU, en 2030, elles seront 43<sup>7</sup>.

Dans les pays du Sud, la tendance est au développement de mégapoles. Dans un contexte urbain marqué par la ruine des industries de substitution aux importations, la réduction des emplois publics, l'explosion des prix des loyers (due à la spéculation immobilière, dans un contexte où la demande dépasse largement l'offre) et la mobilité descendante des classes moyennes, cette croissance des villes implique la formation d'énormes « zones urbaines hyper dégradées », sans services publics ni installations sanitaires. En 2003, 78,2% des habitants urbains des pays les plus pauvres résidaient dans des bidonvilles<sup>8</sup>.

---

3. Source : Ibid.

4. Selon le rapport de l'ONU sur l'urbanisation dans le monde, en 2018, 55% de la population mondiale vit dans des zones urbaines. Selon ce même rapport, cette proportion devrait passer à 68% en 2050 et 90 % de cette croissance se déroulera dans l'hémisphère Sud. (United Nations, « World Urbanization Prospects: The 2018 Revision », 2018, <https://esa.un.org/unpd/wup/Publications/Files/WUP2018-KeyFacts.pdf>).

5. Selon l'ONU, le seuil d'une mégapole est de 10 millions d'habitants.

6. Dominique Lorrain, « Métropoles XXL en pays émergents », Presses de Sciences Po, 2011.

7. ONU, Op.cit. 2018.

8. Mike Davis, « Le Pire des mondes possibles : de l'explosion urbaine au bidonville global », La Découverte, 2006.

L'enrôlement des travailleuses migrantes dans le salariat relève d'une triple domination de genre, de classe et de race. Cette prolétarianisation se réalise le plus souvent dans des espaces d'emplois informels ou affranchis du droit du travail, comme c'est le cas des zones franches, où les usines d'assemblage poussent comme des champignons en employant une main-d'œuvre majoritairement féminine dans des conditions déplorables et dont les salaires sont maintenus en dessous du minimum vital. Or, les zones franches n'ont pas l'exclusivité de la surexploitation. Les accidents graves de ces dernières années dans les ateliers textiles situés dans de grandes villes du sud (comme à Dacca en 2012, 2013 et 2017 ; à Buenos Aires en 2006, 2015 et 2016 ou à Mexico en 2017), où des centaines de travailleuses ont péri lors d'un tremblement de terre ou dans l'incendie de leurs ateliers, ont mis en lumière les conditions de travail proches de l'esclavage auxquelles sont soumises ces ouvrières, majoritairement migrantes.

La surexploitation des travailleuses est intrinsèquement liée au renforcement de la violence. Dans ses recherches sur les féminicides<sup>1</sup> à Ciudad Juárez<sup>2</sup> (la plus importante zone franche industrielle du Mexique), où les assassinats dans des circonstances particulièrement sordides ont connu une croissance considérable depuis les années 1990<sup>3</sup>, Jules Falquet souligne que les crimes visent « un segment de la main-d'œuvre indispensable à la réorganisation néolibérale de la production ». Falquet analyse le lien entre la réorganisation néolibérale du travail et la violence, en expliquant les liens historiques entre les féminicides actuels et la guerre « classique ». En effet, selon l'auteure, ces meurtres s'inscrivent dans une continuité de transmission de techniques de violence par des anciens policiers, militaires et paramilitaires aux jeunes délinquants responsables de la plupart des féminicides actuels. Les premiers ont été formés sur l'ordre du gouvernement mexicain aux techniques de la contre-insurrection (utilisant notamment le viol massif des femmes) pour contrer les tentatives révolutionnaires des années 1970 ainsi que les soulèvements zapatistes des années 1990. La formation et l'équipement de ces troupes se sont réalisés avec un fort soutien des États-Unis, mais aussi de

---

1. Homicide d'une femme ou d'une fille en raison de son sexe.

2. Cette ville de 1,4 million d'habitant.e.s, est située dans la région désertique de l'État mexicain de Chihuahua, à la frontière des États-Unis. S'il s'agissait d'une ville de moins de 400.000 habitant.e.s jusqu'à la fin des années 1970, l'extraordinaire développement des « maquilas » (des usines d'assemblage de biens destinés à l'exportation), notamment depuis la signature du Traité de libre-échange (entre le Canada, les États-Unis et le Mexique) a provoqué un important appel de main d'œuvre migrante, notamment féminine.

3. On estime 941 féminicides entre 1993 et 2010 (Marie-France Labrecque, « Féminicides et impunité. Le cas de Ciudad Juárez », Écosociété, 2012).

la France, d'Israël et de l'Allemagne : des États pour qui le marché de la violence est un important débouché commercial. La brutalité déployée aujourd'hui contre une main-d'œuvre féminine dépossédée est, selon Falquet, indispensable à la réorganisation néolibérale de la production dans la mesure où elle vise à limiter l'organisation de cette main-d'œuvre potentiellement contestataire et, de manière indirecte, à terroriser l'ensemble de la population, servant à pacifier les travailleur.euse.s en général pour mieux les exploiter<sup>4</sup>.

Enfin, les crises économiques, politiques et environnementales provoquées par l'extension territoriale du capitalisme, impliquant différentes formes de dépossession (par l'expropriation de la terre, la privatisation des services publics ou des communs, les coupes dans les budgets sociaux, etc.) ont comme effet une crise de la reproduction sociale dans les pays du Sud<sup>5</sup>, c'est-à-dire, une dépossession des moyens de production nécessaires à la reproduction de la vie de plus en plus généralisée des habitants du Sud qui cherchent donc à migrer vers le Nord.

### « Globalisation » et « féminisation » de la migration

Entre les guerres napoléoniennes (1815) et la Première Guerre mondiale, les principales régions d'Europe de l'Ouest étaient relativement ouvertes à la mobilité transfrontalière. Or, le droit de circuler ne s'appliquait pas à toutes les personnes de la même manière. Les travailleurs étaient étroitement liés à leurs employeurs et devaient posséder une autorisation pour se déplacer à l'intérieur même de leur Nation, au risque d'être condamnés au délit de vagabondage<sup>6</sup>. Suite à la Première Guerre mondiale et donc à la disparition de quatre empires<sup>7</sup>, les frontières nationales sont redessinées et la circulation commence à être plus contrôlée. Les dispositions autorisant la circulation des personnes deviennent des mesures permanentes avec l'obligation de posséder un passeport pour pouvoir se déplacer<sup>8</sup>.

---

4. Jules Falquet, « Les féminicides de Ciudad Juárez et la recomposition de la violence », dans Jules Falquet, « Pax neoliberalia. Perspectives féministes sur (la réorganisation de) la violence », Racine de iXe, 2016, pp. 99-133.

5. Silvia Federici, Op. Cit. 2016.

6. Sur le délit de vagabondage voir, « Le sauvage, le vagabond et la sorcière », dans ce numéro.

7. Allemand, ottoman, austro-hongrois et russe.

8. Emmanuel Blanchard, « Interroger l'histoire », dans Migreurop, « Atlas des migrants en Europe. Approches critiques des politiques migratoires », Armand Colin, 2017, p. 14.

À la fin de la Seconde Guerre mondiale le mouvement migratoire s'est reconfiguré. Si jusque-là, l'Europe était le principal foyer de départ des migrant.e.s, dorénavant, elle va commencer à attirer une population internationale de plus en plus importante<sup>1</sup>. Du fait que l'Europe occidentale a longtemps été un continent de conquêtes plutôt qu'une terre d'accueil, ce processus sera rapidement contrôlé afin d'organiser une migration « choisie ». Ainsi en 1974, les pays d'Europe de l'Ouest adoptent le principe de la fermeture de leurs frontières à la migration, ce qui sera renforcé durant les années 1980 par les obligations de visas aux personnes des pays « en développement » pour circuler dans la plupart des pays de l'Union européenne. L'imposition de visas détermine clairement qui peut circuler librement (les populations des pays du Nord, exemptes de visas) et qui n'a pas ce droit (la classe laborieuse<sup>2</sup> du Sud). Cette tendance s'accroît au début des années 2000, avec le développement de bornes d'identification des passeports et des visas, des enregistrements d'empreintes biométriques, mais aussi et surtout, par la politique d'externalisation du contrôle des frontières<sup>3</sup>.

Cette politique migratoire vise plus un ciblage sélectif et contrôlé de la migration que son éradication<sup>4</sup>. En effet, certaines catégories de migrant.e.s sont nécessaires au capital, mais aussi aux finances publiques des pays européens. Les personnes qui intègrent ces catégories sont exclusivement conçues en tant que main-d'œuvre fortement demandée par les secteurs du marché de l'emploi relevant des 3D-Jobs (Dangerous, Demanding and Dirty)<sup>5</sup>. Souvent, en évoquant des propos « humanitaires », véhiculés par des institutions portant de tels buts (mais tout en

reproduisant une rhétorique raciste), la migration de cette catégorie de migrant.e.s est promue au nom de leur utilité pour le pays « d'accueil », non seulement parce qu'ils/elles acceptent les emplois les plus précaires et dangereux (mais socialement nécessaires), mais aussi parce qu'ils/elles représentent un moyen de renflouer les finances publiques et la sécurité sociale. En effet, le taux de fécondité moyen dans l'Union européenne est inférieur au taux de remplacement de la population, ce qui, conjugué à une augmentation de l'espérance de vie, cause un vieillissement important de la population. Ainsi, selon les promoteurs de la migration « choisie », les immigrant.e.s (valides et en âge de travailler) contribuent de manière décisive à réguler l'évolution démographique et permettent de contrer la tendance qui voit un nombre d'« inactifs » supérieur à celui des « actifs » sur le marché de l'emploi. Ce qui pourrait avoir de lourdes conséquences sur les finances publiques et la sécurité sociale.

Ce vieillissement de la population européenne se passe dans un contexte de réduction des « dépenses » publiques, notamment dans le secteur des soins, correspondant à la reproduction de la vie (crèches, maisons de repos, aides-soignants à domicile, etc.). Depuis les années 1990, plusieurs recherches ont montré la manière dont les transformations des politiques sociales en Europe s'accompagnent de politiques officielles d'importation de main-d'œuvre féminine des pays du Sud pour assurer ce travail de reproduction<sup>6</sup>. En effet, comme les hommes refusent de passer du temps au travail reproductif<sup>7</sup>, les travailleuses du Nord ont de plus en plus de mal à « concilier » travail productif et reproductif. Vu l'importance fondamentale de ce travail, le recours à une main-d'œuvre précaire permet de répondre à ce besoin de manière individuelle.

Ce processus a donné lieu à un véritable système global du travail des services, caractérisé par le développement croissant des agences internationales de recrutement de travailleuses du Sud ainsi qu'à la multiplication de systèmes dits « d'échange culturel » comme les « filles au pair » ou le « *work and travel* »<sup>8</sup>.

1. Il faut souligner que l'Europe occidentale n'est pas le principal pôle « d'attraction migratoire ». À l'échelle du continent, les principales migrations sont intra-européennes. À l'échelle internationale, les principales terres d'asile se trouvent au Sud. (Emmanuel Blanchard, « Quand l'Europe était une terre d'émigration » dans *Migreurop*, Op. Cit., p. 16). Alors que le nombre d'Européens et de Nord-Américains partis dans des pays du Sud est considérable. Actuellement, il y a plus des Portugais.se.s en Angola que d'Angolais.se.s au Portugal ainsi que plus d'Espagnols.e.s et de Français.e.s que d'Africain.e.s subsaharien.ne.s au Maroc (Karen Akoka, « Interroger les catégories », dans *Migreurop*, Op. Cit., 2017, p. 18).

2. Classe laborieuse fait référence à la définition de classe ouvrière développée par Karl Marx. Il s'agit de la classe qui, ne possédant pas de moyens de production, doit vendre sa force de travail aux détenteurs de ces moyens, c'est-à-dire à la bourgeoisie. (Karl Marx, « Le Capital. Livre I », Editions Sociales, 2016).

3. Voir Sebastian Franco, « UE : une vision managériale et sécuritaire des migrations », dans ce numéro.

4. Voir Florence Loriaux et Michel Loriaux, « Une nouvelle ère de grands déplacements humains », *La revue Nouvelle*, mars 2005.

5. Concernant la demande d'emploi des travailleur.euse.s migrant.e.s en Belgique, voir Andre Rea, « Les nouvelles figures du travailleur immigré : fragmentation des statuts d'emploi et européanisation des migrations », dans *Revue Européenne des migrations internationales*, vol. 29 - n°2, « Les nouveaux enjeux des migrations en Belgique », 2013.

6. Comme: Carmen Gregorio Gil, « Migración femenina. Su impacto en las relaciones de género », Narcea, Madrid, 1998; Patricia Pessar, « Engendering migration studies: the case of new immigrants in the United States », *American Behavioral Scientist*, 1999; Mirjana Morokvasic, « Migration, gender, empowerment », 2009, <http://www.gtm.cnrs-belle-vue.fr/site-gtm/Clq%20Mond%2007/Morokvasic.pdf>.

7. Comme développé dans l'article intitulé « Restructuration internationale du marché du travail et reconfiguration de la migration » (dans ce numéro), en France, les mères en couple consacrent en moyenne 34 heures par semaine aux tâches ménagères, tandis que les pères n'en consacrent que 18.

8. Des jobs pour des jeunes d'entre 18 et 26 ans, avec des contrats de deux mois à un an, principalement dans le secteur de l'HORECA. Le logement étant généralement couvert par l'employeur qui déduit la somme du loyer du salaire.

Ces systèmes « d'échange culturel » donnent lieu à des formes d'exploitation proches de celles du travail servile. Le système de filles au pair correspond à des formes contractuelles dont l'activité n'est pas considérée comme un travail. Les femmes sont donc dépourvues de ces droits. De plus, étant donnée l'imposition de la cohabitation avec l'« employeur », ces jeunes femmes sont prédisposées à subir des situations où le travail peut être demandé à n'importe quel moment de la journée. Selon la réglementation, la fille au pair a droit à un jour de congé par semaine et ne doit pas accomplir plus de 4 heures de travail ménager par jour. Mais ces réglementations ne sont pas toujours respectées. En Belgique, en 2015, les médias ont souligné l'explosion du nombre de filles au pair (354 visas pour filles au pair en 2014, sans compter le nombre de filles qui ne sont pas concernées par ce visa ou qui n'ont pas de papiers) dont « deux sur trois sont exploitées par leur famille d'accueil »<sup>1</sup>. Ces informations font écho aux dénonciations d'OR.C.A (Organisation pour les travailleurs immigrés clandestins) qui explique comment le système au pair est devenu une source d'exploitation et d'abus sur les travailleuses. Selon cette organisation, au moins deux filles au pair sur trois sont exploitées comme domestiques. La plupart d'entre elles prestent plus d'heures que celles stipulées dans la réglementation ; leurs « salaires » ne sont pas toujours versés<sup>2</sup> et certaines d'entre elles dorment dans des lieux insalubres. Ceci est confirmé par le service d'inspection en Flandre lors des contrôles effectués, constatant que dans 7 cas sur 10, ils ont rencontrés au moins un des problèmes cités<sup>3</sup>.

Enfin, la dépossession de millions de personnes, notamment en Afrique, en Asie et en Amérique latine ainsi que leur entrée dans les rapports de production capitalistes (par l'emploi ou la marchandisation de leurs activités), les rendent de plus en plus dépendantes de l'économie mondiale. Ceci favorise une réorganisation internationale de la reproduction. Au Nord, la demande de travail des

1. Sudinfo, « Explosion du nombre de filles au pair en Belgique: Mais deux sur trois sont exploitées par leur famille d'accueil », 13/8/2015 <http://www.sudinfo.be/art/1353102/article/2015-08-13/explosion-du-nombre-de-filles-au-pair-en-belgique-mais-deux-sur-trois-sont-explo>. Pour plus d'informations concernant les filles au pair en Belgique voir le site d'Or.c.a : <http://www.orcasite.be/?id=249>.

2. Selon la réglementation belge, la fille au pair a droit à une somme d'argent mensuelle d'au moins 450€, à titre d'argent de poche. La famille d'accueil n'est pas obligée de rembourser les frais de transport (entre la Belgique et le pays d'origine).

3. Sudinfo, Op. Cit. 13/8/2015.



La GPA est un marché qui génère, selon les estimations, entre 450 millions et 2 milliards d'euros par an (<https://www.la-croix.com/Monde/Asie-et-Oceanie/LInde-divisee-pratique-meres-porteuses-2018-03-14-1200920606>).

immigrant.e.s (notamment temporaire), permettant de contribuer aux tâches correspondant à la reproduction de la force de travail s'accroît<sup>4</sup>. Ces processus (renforcement de la dépossession au Sud et demande d'une main-d'œuvre nécessaire au travail reproductif au Nord) impliquent une féminisation de la migration, c'est-à-dire une augmentation de la proportion des femmes qui migrent seules, en recherche d'un emploi et qui sont fortement concentrées dans les secteurs correspondant au travail reproductif et au travail du sexe. Les femmes migrantes vont représenter ainsi trois figures majeures dans les pays du Nord : les nounous, les femmes de ménage et les travailleuses du sexe<sup>5</sup>. Aussi, ce sont les femmes du Sud qui remplissent une demande de plus en plus en vogue et qui implique la production de la vie : la gestation pour autrui (GPA). Durant la dernière décennie, des cliniques privées très lucratives se sont développées dans certains États du Mexique, des États-Unis, en Inde, en Ukraine, au Cambodge, en Russie, au Kenya, en Israël ou en Thaïlande où des femmes en situation de pauvreté extrême (la plupart du temps des migrantes rurales ou internationales) soumettent leur corps à la gestation d'un enfant pour le compte d'autrui. Les régions où les législations permettent le développement de ce type d'activité commerciale sont devenues de véritables lieux de tourisme dits « procréatifs ». Pour les habitants des pays du Nord, la GPA est relativement peu coûteuse dans des pays comme l'Inde où, en 2016, le prix était de l'ordre de 30.000€ à 40.000€, alors que la femme qui porte le fœtus durant 9 mois n'en reçoit qu'entre 2.800€ et 7.000€<sup>6</sup>.

4. Silvia Federici, Op. Cit. 2016.

5. Voir à ce propos, Barnara Ehrenreich et Arlie Russel Hochschild (coord.), « Global Woman: nannies, Maids and Sex Workers in the New Economy », Metropolitan Books, 2003.

6. Voir à ce propos, *Chronique féministe*, « Mères porteuses et GPA : faits et effets », n°117, Université des femmes, janvier-juin 2016.

Ainsi, l'intégration des femmes dans l'économie, promue par les organismes financiers internationaux et par les agences d'aide au « développement » comme étant une source d'émancipation des femmes pauvres, n'est que leur intégration dans une économie mondiale en tant que productrices de biens pour

***L'intégration des femmes dans l'économie, promue par les organismes financiers internationaux et par les agences d'aide au « développement » comme étant une source d'émancipation des femmes pauvres, n'est que leur intégration dans une économie mondiale en tant que productrices de biens pour l'exportation ou en tant que productrices et reproductrices de la main d'œuvre des régions « industrialisées ».***

l'exportation ou en tant que productrices et reproductrices de la main d'œuvre des régions « industrialisées ».

Dans ce contexte, une véritable riposte ne peut pas se limiter à revendiquer la libre circulation des personnes (pour être intégrées dans le marché du travail capitaliste) sans s'attaquer à la division internationale du travail, aux plans d'ajustements structurels, au développement de l'extractivisme, ... et, en fin de compte, à un mode de production fondé sur la croissance illimitée de la production de marchandises sur une planète offrant des ressources qui, elles, sont limitées.

Une lutte capable de s'attaquer aux rapports paternalistes qui enferment les immigrant.e.s (et plus généralement les populations du Sud) dans une posture de « victime ». Ce qui a pour conséquence la dépolitisation des enjeux et des acteurs de la migration et la non-révélation des causes et des objectifs matériels de la brutalité à laquelle doivent faire face les migrant.e.s. La non-visualisation de ces causes nous empêche d'apporter une réponse globale à la situation dans laquelle ce système a plongé la grande majorité de la population mondiale, en particulier les femmes prolétarisées des anciennes colonies. Et c'est probablement en ces femmes, qui en abandonnant le statut de « victime » pour devenir actrices de leur propre destin, que peut se trouver le ferment de cette riposte. De la lutte des communautés zapatistes aux résistances du Rojava, ces combats nous montrent la nécessaire convergence des luttes féministes, anticapitalistes et antiracistes.

## Pour une convergence des luttes

Les crises économiques, politiques et environnementales ne font qu'accentuer le mouvement migratoire. Devant cette situation, l'Europe renforce le contrôle des frontières de l'espace Schengen et multiplie les accords pour externaliser la gestion de ses frontières aux pays voisins<sup>1</sup> ; transformant les routes de migration en véritables zones de non-droit. En l'espace de trente ans, cette politique a entraîné la mort de près de 40.000 personnes aux frontières de l'Europe<sup>2</sup>. Or, ces (dé)mesures sécuritaires ne semblent pas tarir une migration fuyant la pauvreté, la guerre et/ou les persécutions politiques dans des régions ruinées par l'extension territoriale du capitalisme.

L'accumulation du capital a autant de conséquences économiques que sociales, politiques et environnementales. Dans ce sens, la distinction entre migration environnementale, économique ou politique n'est que le résultat d'une politique visant à construire des catégories différenciées pour limiter la mobilité des populations. La dichotomie exprimant une opposition entre « réfugié.e.s politiques » (méritant l'accueil) et « migrant.e.s économiques » (que les États auraient le droit de refuser) s'avère fictive ; non seulement parce qu'une énorme partie des causes provoquant les migrations vient du mode de production capitaliste, mais aussi parce que dans les parcours migratoires les facteurs économiques, politiques et environnementaux s'imbriquent les uns dans les autres.

1. Cette question est analysée dans l'article de Sebastian Franco, « UE : une vision managériale et sécuritaire des migrations », dans ce numéro.

2. Migreurop, « Atlas des migrants en Europe. Approches critiques des politiques migratoires », Armand Colin, 2017, p. 128.